

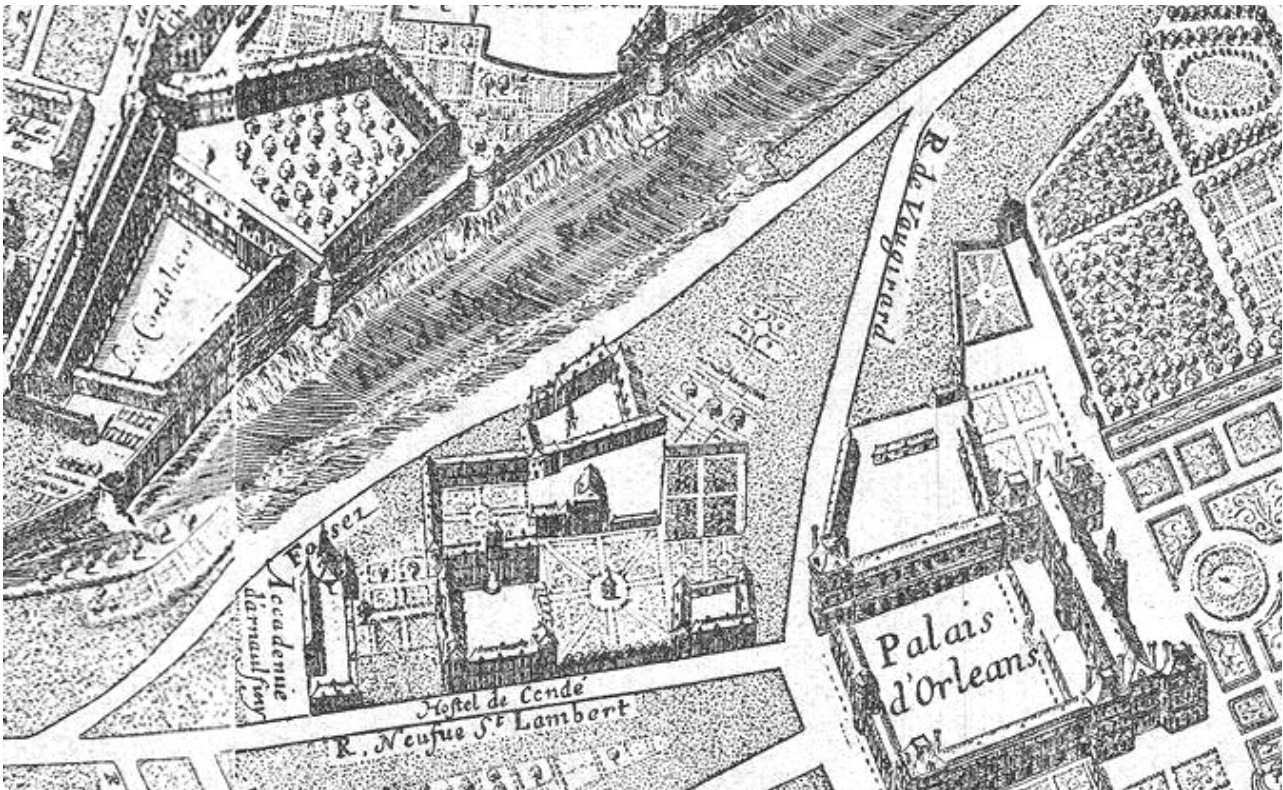
Le Luxembourg de Marie de Médicis : Architecture et Pouvoir, Sara Galletti

Jean Philippe Vassal



L’architecture du palais du Luxembourg a toujours été considérée comme une importation française des modèles palatiaux florentins du Quattrocento. Le jeu de bossage de ses façades, les volumes puissants de ses corps d’habitation, les modénatures rigoureuses du grand frontispice etc., ont souvent présenté ce dado comme une sorte d’unicum dans l’histoire de l’architecture française de l’époque classique. La formule de « Pitti parisien » qui se retrouve fréquemment sous la plume des auteurs, a longtemps suffi pour désigner ce vaste palais construit par Marie de Médicis sur la rive droite de la Seine. Depuis Louis Hauteccœur¹ , Rosalys Coope² ou même Anthony Blunt³ , le palais parisien est présenté comme la transposition de la demeure florentine dans laquelle la veuve d’Henri IV avait grandi, et dans laquelle elle avait vécu en orpheline, trop tôt privée de ses parents⁴ . Les historiens romantiques et feuilletonistes du xixe siècle, insistant sur le tragique d’une enfance marquée par l’assassinat de son père, François Ier de Médicis et la disparition de sa mère Jeanne d’Autriche, ont voulu voir en cette reine, la figure triste d’une grande princesse exilée. Élevée dans le luxe et les arts, dans le bel esprit du clan Médicis, dans la quête curieuse des hommes de sciences, mais aussi dans l’irrésolution chronique des intrigants et des ambitieux, la piccola duchessa voyait le monde comme une vaste cour dans laquelle Castiglione aurait présidé en Phénix. Dès lors, beaucoup ont voulu voir dans son mariage avec le volage et brutal roi de France un déchirement, une sorte de rupture brutale avec les lieux et les amitiés qui lui avaient permis de supporter sa condition d’orpheline isolée dans un monde d’adultes. Pour tous, il semblait logique, pratiquement évident, qu’elle n’eût de cesse, une fois expatriée dans les terres froides de l’Île-de-France, au sein d’une cour bien peu courtoise, de retrouver une part de « sa Florence ». Le palais du Luxembourg en devenant en quelque sorte, le témoignage.

Celle que les médisants nommaient « la grande banquière » – par allusion à la formidable dot de 600000 écus d’or qu’elle glissa dans sa corbeille de mariée – n’était alors qu’une héritière. Sa fortune tombait à point nommé. Il n’aurait été question de faire de cette femme autre chose que ce qu’exigeait l’étiquette et si elle se frappait d’architecture au point d’importer à Paris un pastiche italianisant, l’histoire de l’art n’y voyait qu’une tocade puérile. Reine de France pour complaire aux trésoriers et ministres effrayés devant le gouffre abyssal des finances publiques, Marie de Médicis était un porte-monnaie avant même d’être l’épouse du roi. Elle représentait une belle concession à la raison d’État et n’existait que dans l’effacement de sa personnalité. Mais l’histoire se méfie des caricatures. Cette femme, encore si jeune fille, voyait bien d’autres attraits à cette alliance dynastique. Elle aimait son royal époux et malgré l’étrangeté d’une passion qu’un siècle ne pouvait comprendre, elle pardonna toujours les infidélités notoires et les scandaleuses rancœurs d’un homme pour qui elle avait quitté les splendides paysages de Toscane. Dans cet élan mythifié que tissa l’historiographie traditionnelle, l’ouvrage que consacre au palais du Luxembourg Sara Galletti vient poser les bases de perspectives nouvelles. Il permet même de se demander si le palais du Luxembourg ne fut pas l’ultime hommage d’une amante envers l’homme qui lui offrit les honneurs d’une couronne bordée de lys. En effet, alors que le bon roi Henri tombait sous les coups répétés d’un illuminé, le lendemain même de son couronnement et tout juste dix années après son fastueux mariage, Marie de Médicis se lançait dans l’aventure constructive la plus étonnante du début du xviiie siècle. Cette aventure, on le sait, fut marquée de nombreux soubresauts. Les « guerres de la mère et du fils » (la reine Marie de Médicis et le jeune Louis XIII) entre 1617 et 1619, l’exil forcé d’une reine qui ne comprenait rien à la politique, puis le retour en grâce et l’accès au Conseil, forment une suite inin terrompue d’allers-retours entre un palais en chantier et des terres éloignées. Tout fut consommé avec la journée des Dupes (10 novembre 1630) qui scella la fin du pouvoir politique de la reine mère au profit d’un tandem improbable composé du roi et de Richelieu. Mais entre 1610 et 1630, que d’activités s’étaient déversées sur le chantier du Luxembourg.



écriture aérée et rigoureuse, une somme de formules saisissantes d'intelligence, un vocabulaire architectural parfaitement maîtrisé transforment la lecture en plaisir savant. On saluera au passage le magnifique travail du traducteur, Julien Noblet, capable d'avoir, à ce point, saisi les inflexions d'une plume. Mais venons-en au fond, à l'étude, au pari problématique. L'histoire s'ouvrirait donc dans la volonté qu'eut Marie de Médicis d'avoir « une maison pour me loger », rien de plus. Or, dès les premières interventions (1611-1616), Marie se posa non simplement en reine mère, mais en régente.

Elle fut celle qui portait l'héritage de la couronne de France et désirait offrir à Paris un monument suprême de l'excellence monarchique. À la fois palais suburbain et palais inscrit dans la ville, le Luxembourg combine, dans son échelle, toutes les contradictions qui avaient opposé le Louvre aux Tuileries, ou Fontainebleau au val de Loire. Le minutieux travail de l'auteur sur la lente captation foncière menée au Luxembourg par les maîtres d'œuvre de Marie raconte parfaitement ce modelage de l'univers urbain au profit d'un Projet. Très vite apparaît ce que Sara Galletti qualifie de « stratégie d'image ». Loin de la sempiternelle référence plagiaire à Pitti et aux relevés exécutés par Salomon de Brosse à Florence, naît l'idée d'une confusion théorique assez proche des errements sémantiques des premiers architectes de l'âge classique. Les campagnes de

travaux dirigées par de Brosse sur la volumétrie d'ensemble (1621-1623), sur l'appartement de la Reine (1621-1625), voient confluer sur ce programme les esprits les plus brillants mais aussi parfois, les plus opposés du temps. Richelieu bien sûr dont le goût très sûr ne peut s'embarrasser d'approximations, mais aussi Claude Maugis, Peiresc, Rubens, Marin de la Vallée, Tommaso Francini, etc., plus tard, Jacques Lemercier, Jean Thiriot, Pierre Scellier, « passèrent » sur ce chantier. On ne sait rien des propos qu'ils échangèrent. Mais tous contribuèrent à penser cette œuvre dans sa complexité, et peut-être même à y introduire davantage encore de complexité. Le pari fut gagnant et l'on sait comment l'architecture française sût puiser à cette source intarissable. L'on pourrait presque reprocher à l'auteur d'avoir quelque peu négligé cette part « communautaire » de l'histoire du Luxembourg. On ne comprend pas bien pourquoi il fallut se détourner de Métezeau⁷, ni même ce qu'apportèrent d'autres architectes parisiens importants comme Le Muet (qui fit la maquette du palais en novembre 1614). On sait par ailleurs que les architectes royaux formaient une équipe complexe dans laquelle il est bien difficile de percevoir des personnalités indépendantes⁸, et il aurait été intéressant de présenter cette logique (encore bien française) du travail en commun. Alors que la signature personnelle s'élevait peu à peu au rang de principe, le Luxembourg offrait

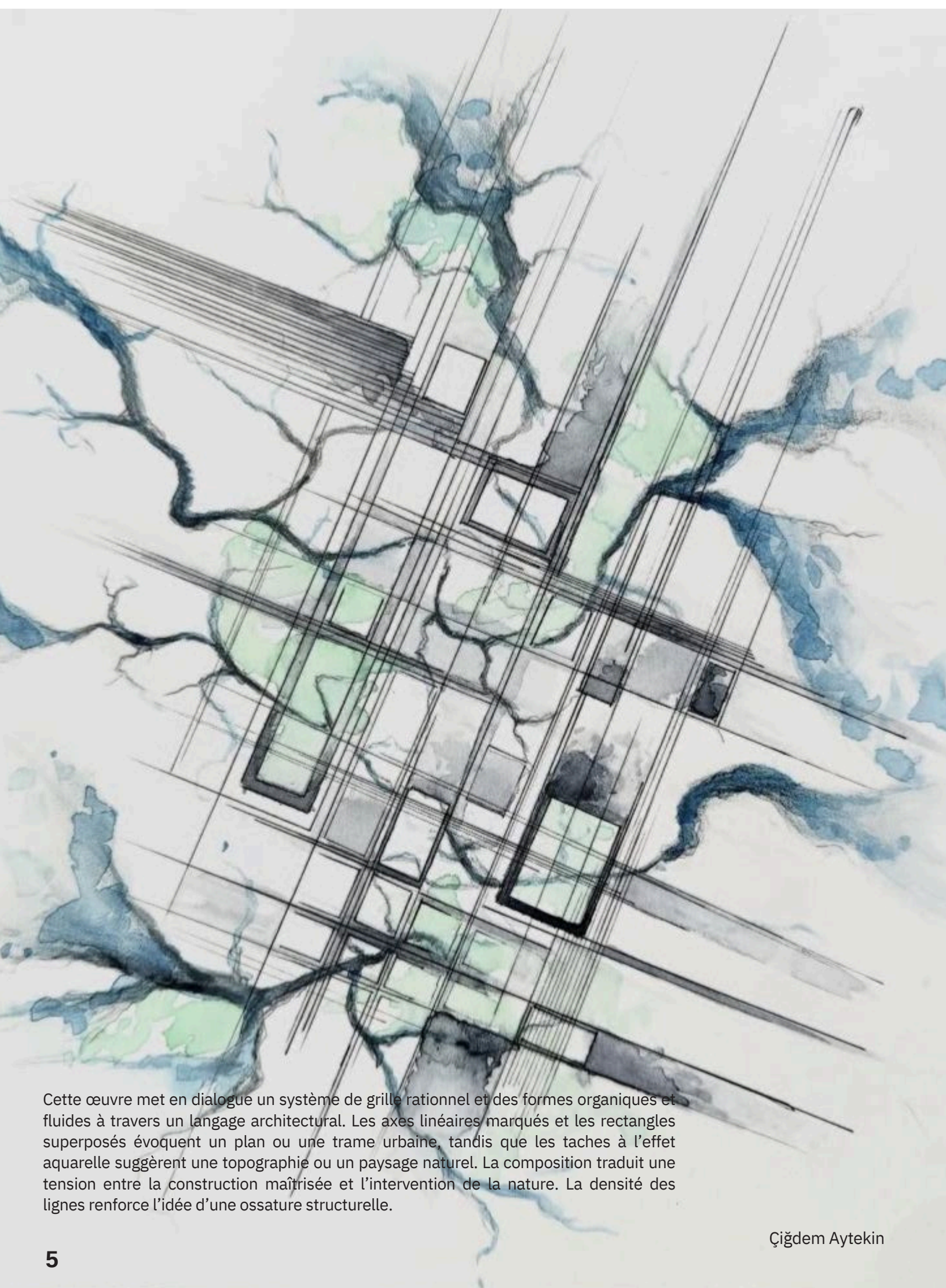
e privilège d'être le grand chantier vers lequel tous les yeux se tournaient et tous les discours se portaient. Se comprendraient encore mieux alors les beaux développements de Sara Galletti sur l'image du couple royal au travers d'appartements symétriques, sur le principe des logis double (hiver/été, privé/apparat, etc.) qui constituent une hypothèse d'interprétation séduisante et apparemment juste. Avec beaucoup de retenue, l'auteur reste prudente sur ces propositions de lecture. Mais toute la suite de l'ouvrage renforce certaines hypothèses, par ponctuations successives. Mais nous laissons aux lecteurs le plaisir de ces découvertes. En choisissant de présenter une histoire comparative du Luxembourg face à l'architecture et aux programmes de son temps (en France comme en Italie) uniquement après cette tentative d'interprétation, l'auteur nous permet de mieux comprendre sa démarche d'analyse. En revanche, il aurait été sans doute plus intéressant de relier le projet ambitieux du Luxembourg aux grands programmes des Valois plutôt qu'aux références architecturales de la Première Renaissance française pour lesquelles les rapprochements semblent parfois un peu artificiels. Reprenant une à une les sources d'archives et restituant, le plus fidèlement possible, les partis pris qui s'établirent tout au long de ce vaste chantier⁹, la complexité apparente s'éclaire¹⁰. Qu'importe alors de savoir si le Luxembourg est un palais (italien) ou un château (français).



Ce qui importe en revanche, c'est de bien comprendre comment les pavillons d'angle, le noyau central du corps de logis avec l'accès au grand escalier et à la chapelle, le pavillon d'entrée isolé, etc., constituent des réponses opportunes et durablement appréciées. Les élévations elles-mêmes ne sont plus perçues comme la simple interprétation par Salomon de Brosse du modèle de Bartolomeo Ammannati, mais bien comme cette « peau » sur laquelle les bossages, les refends, les ordres d'architecture, se soumettent à une combinatoire qui fabrique une architectonique moderne. Résumer ce livre en quelques paragraphes n'est pas possible, tant il offre d'informations historiques et de pistes de réflexion. Mais il est un point qui s'offre comme une évidence : il s'agit là d'un grand livre. À bien des égards cette monographie, si importante pour l'histoire de l'architecture française du xvii^e siècle, est aussi un grand livre d'architecture. Ce passage « du territoire à l'édifice », de l'idée au projet et de la formalisation à l'édification, manifeste des qualités d'analyse qui devraient être celles de tout architecte historien. On notera la qualité des pièces graphiques (plans, etc.) dessinées et restituées par l'auteur, qui apporte cette exactitude manquant souvent dans les livres d'histoire de l'architecture. Elle-même architecte, Sara Galletti, manipule des outils, des références historiques, des sources archivistiques et des concepts qui font de cet ouvrage une référence. La très grande qualité des archives présentées et transcrites (correspondances diplomatiques de Marie de Médicis, comptes des bâtiments du roi, nombreux marchés de Marin de la Vallée, de Thiriot, etc.) qui couvrent une période allant de 1612 à 1630, complètent d'ailleurs parfaitement cette étude. Plus que de simples pièces justificatives, elles celles-ci témoignent de la complexité d'une œuvre finalement pensée dans sa globalité, mais établie dans l'espérance d'une excellence toujours remise en cause.

Avec cet ouvrage, le palais du Luxembourg se comprend bien comme œuvre mûre et intelligemment menée, et non comme le fruit d'une greffe italienne en val de Seine. Ce peut-être cela qui enthousiasma Le Bernin lors de son séjour à Paris en 1664 : le Luxembourg n'était pas le pastiche appauvri de ce qu'il voyait en Italie, mais bien une Architecture.

1. Louis Hauteœur, Histoire de l'Architecture classique en France. T. 1 III, L'architecture sous Henri IV et Louis XIII, Paris, éditions A. et J. Picard, 1966-1967. 2. Rosalys Coope, Salomon de Brosse and the Development of the Classical Style in French Architecture, Londres, A. Zwemmer Ltd, 1972, p. 110-134. 3. Anthony Blunt, Art and architecture in France 1500-1700. Londres, The Pelican History of Art, 1953. (rééd. et traduction française, Paris, Macula, 1983). 4. Voir à ce sujet, l'ouvrage commémoratif : Bernard Morice, Le Palais du Luxembourg et ses métamorphoses, ouvrage publié à l'occasion du centenaire du Sénat républicain, s.l., s.n., [1975]. 5. Helga Hübner, Eva Regtmeier, « Maria de' Medici, eine Fremde, Florenz - Paris - Brüssel – London, Köln », Dirk Hoeges (dir.), Dialoghi/Dialogues : Literatur und Kultur Italiens und Frankreichs, Band 14, Francfort, Peter Lang, 2010. 6. Béatrice de Andia et Marie-Noëlle Baudouin-Matuszek (dir.), Marie de Médicis et le palais du Luxembourg, DAAVP, 2000, qui publièrent des documents de première importance sur l'histoire de cette construction, venus utilement compléter l'ouvrage majeur de Rosalys Coope (voir supra). 7. Sur Métezeau, voir Emmanuelle Loizeau, Louis et Clément Métezeau, architectes du roi, thèse de doctorat, Paris 4-Sorbonne, 2009. 8. Voir Hilary Ballon, The Paris of Henry IV: Architecture and Urbanism, Cambridge (MA), MIT Press, 1994. 9. Il faut reconnaître que l'on bénéficie d'un nombre de relevés et de gravures impressionnant : depuis Marot (1645), Silvestre, Desgodets, quelques anonymes entre 1715 et 1747, en passant par Blondel dans son Architecture françoise de 1752-1756, jusqu'à Gisors lors des travaux sous Louis-Philippe (publication 1847), tout le Luxembourg se croque au fil des ans. 10. On regrettera tout de même que l'auteur n'ait pas davantage utilisé les relevés (transformations) de l'entourage de Soufflot, présentés naguère en partie par Rosalys Coope (op. cit.) et qui présentaient, en filigrane, une interrogation archéologique sur cette construction.



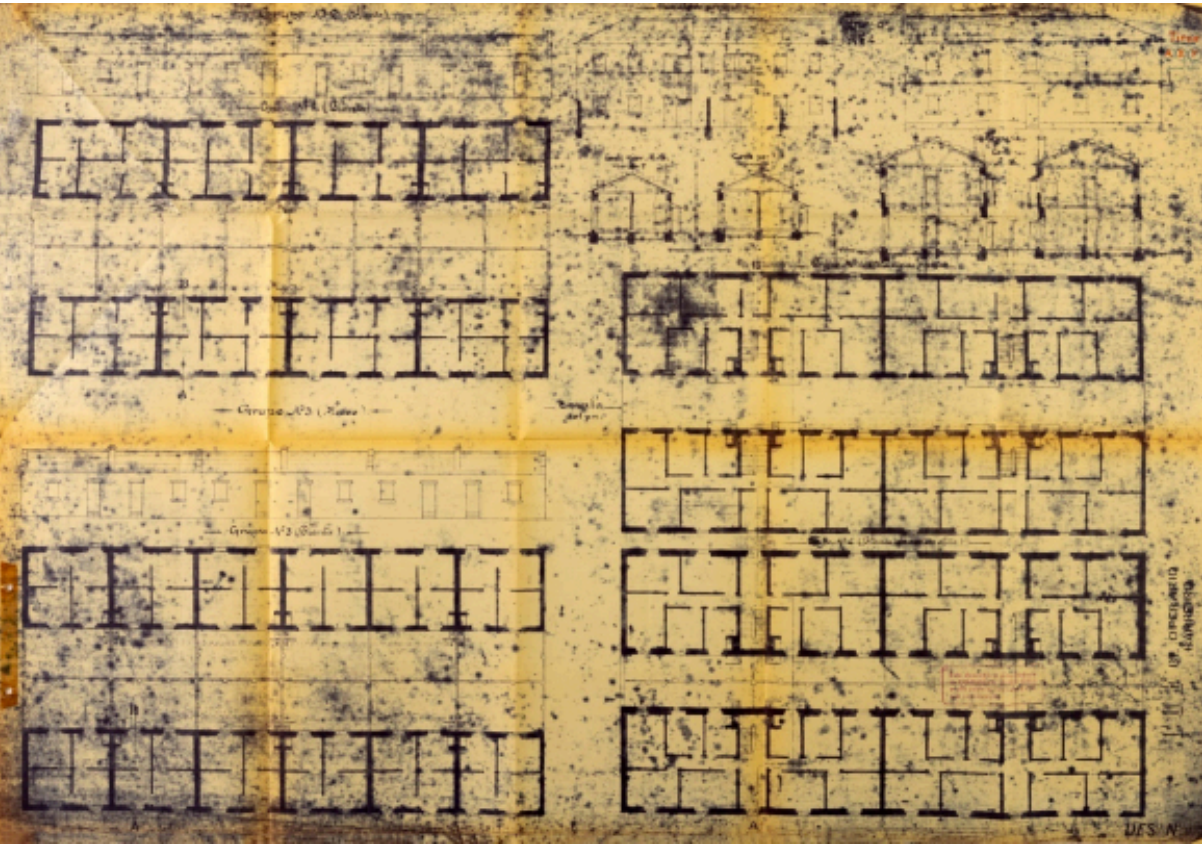
Cette œuvre met en dialogue un système de grille rationnel et des formes organiques et fluides à travers un langage architectural. Les axes linéaires marqués et les rectangles superposés évoquent un plan ou une trame urbaine, tandis que les taches à l’effet aquarelle suggèrent une topographie ou un paysage naturel. La composition traduit une tension entre la construction maîtrisée et l’intervention de la nature. La densité des lignes renforce l’idée d’une ossature structurelle.

Çiğdem Aytekin

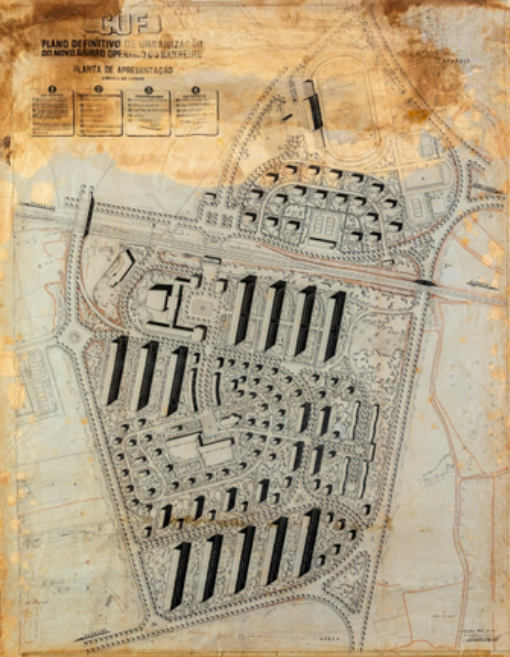
Residential Landscapes Sponsored by Companhia União Fabril (CUF) in Barreiro (1945-1972). Promotion of Multi-Family Working-Class Housing in Post-WWII

Alejandro Aravena

La Companhia União Fabril (CUF), entreprise chimique dont les origines remontent à la seconde moitié du XIX^e siècle, est devenue l’une des plus grandes entreprises privées du Portugal jusqu’à sa nationalisation après la Révolution d’Avril en 1974. L’entreprise fut fondée en 1898 par Alfredo da Silva (1871-1942), adepte du modèle du paternalisme industriel, qui en resta le leader charismatique jusqu’à sa mort. Il fut ensuite remplacé par son gendre, Manuel de Mello (1895-1966), qui, aux côtés de ses deux fils, Jorge (1921-2013) et José (1927-2009) de Mello, transforma progressivement l’entreprise en un vaste conglomérat regroupant plus de 150 sociétés et environ 40 000 travailleurs. Sous la direction d’Alfredo da Silva, la CUF connut une croissance interne, s’internationalisa et s’étendit à l’Afrique coloniale, tout en répondant simultanément à certains besoins de ses travailleurs, notamment en matière de logement. Les administrations suivantes poursuivirent cette orientation, en élaborant des solutions adaptées à l’évolution du régime de l’Estado Novo ainsi qu’aux contextes socio-économiques nationaux et internationaux changeants. L’historiographie a confirmé l’adhésion d’Alfredo da Silva au modèle « traditionnel » des vilas operárias (maisons en bande avec patios dos-à-dos), situées à proximité immédiate des usines, dans une stratégie duale mêlant assistance sociale et restriction des libertés ouvrières. C’est son successeur qui encouragea la construction de logements en périphérie de la ville traditionnelle et des terrains industriels. Manuel de Mello privilégia des quartiers ouvriers suburbains, esthétiquement et programmatiquement modernes, dans le cadre d’une recreation nationale de la Ville Fonctionnelle. Ce modèle importait au territoire portugais le schéma résidentiel des siedlungen, qui avait marqué le paysage suburbain d’Europe centrale entre les deux guerres. Ces nouveaux modèles d’habitat constituaient l’un des nombreux avantages favorisant l’image du travailleur de la CUF comme étant plus proche de la classe moyenne, une idée qui émergea après la Seconde Guerre mondiale.



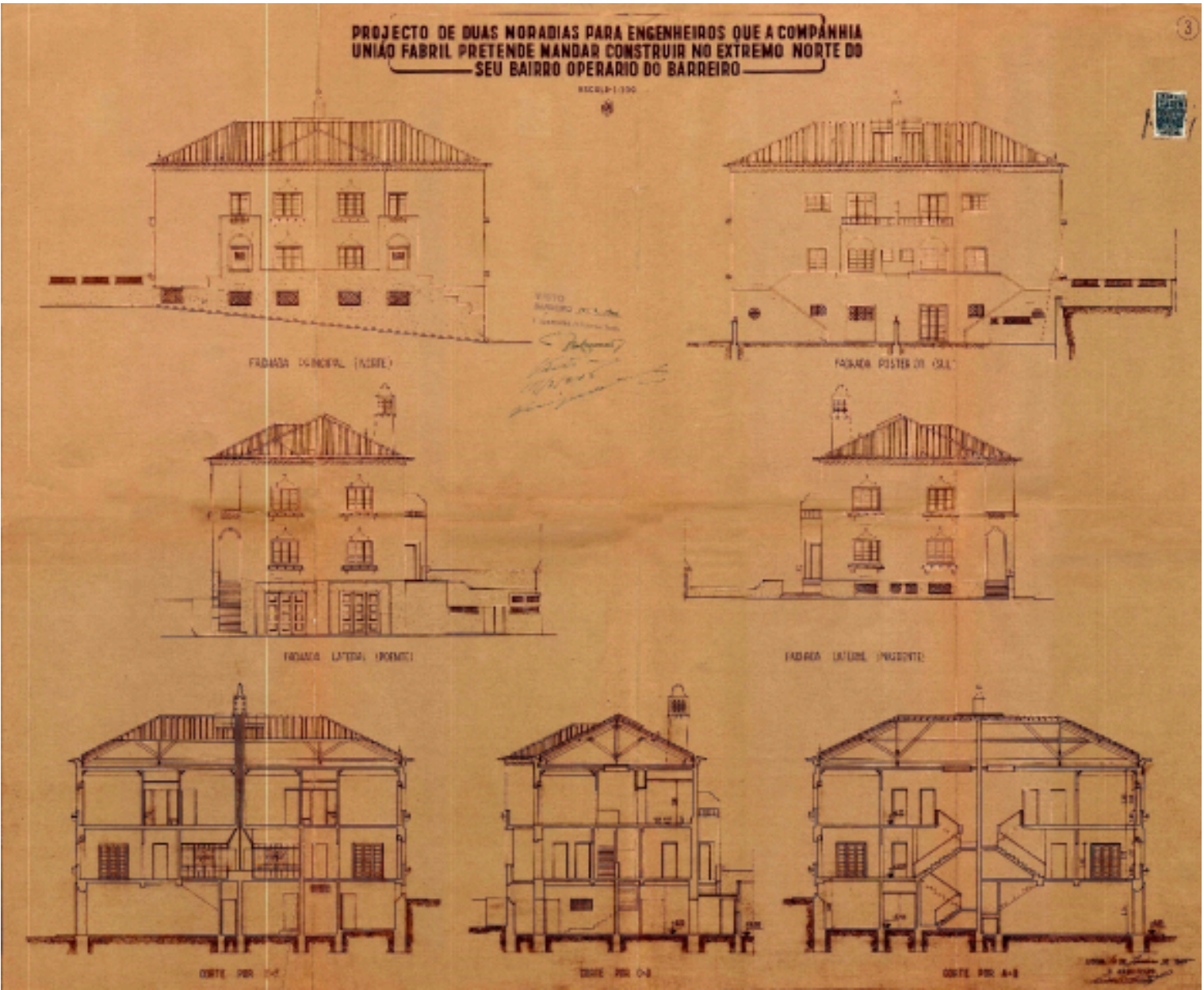
Maisons en bande : plans, élévations et coupes



Enfin, Jorge de Mello utiliza les nouveaux outils législatifs pour émanciper progressivement cette classe de la protection de la CUF, retirant la question du logement du plan stratégique de l’entreprise et encourageant les initiatives individuelles en faveur de l’accession à la propriété (construction et/ou acquisition). Ce dernier cycle fut marqué par une politique dans laquelle la CUF vendit systématiquement les unités de logement qu’elle gérait, abandonnant progressivement son rôle de propriétaire foncier. Bien que l’entreprise ait été nationalisée en 1975, cette politique fut ensuite reprise, atteignant son apogée durant la période pleinement démocratique des années 1980 et 1990. Ce transfert de la propriété du logement aux résidents — par les pouvoirs publics comme par les acteurs privés — peut être inscrit dans des tendances globales qui, dans le cas de certains régimes autoritaires, semblent avoir débuté avant même l’instauration de la démocratie.

Cet article analyse des changements progressifs mais significatifs dans les stratégies de la CUF concernant sa politique de promotion du logement — une marque distinctive de l’entreprise depuis ses débuts — dans le contexte de l’évolution de ses programmes de protection sociale dans le Portugal de l’après-Seconde Guerre mondiale. Le point de départ de la recherche correspond aux projets de logement développés par la CUF pour ses travailleurs entre 1945 et 1972 à Barreiro, une ville située sur la rive sud du Tage, en face de Lisbonne, où l’entreprise établissait progressivement ses principaux sites industriels depuis le début du XX^e siècle.

Nous soutenons que la promulgation de la loi n° 2092 du 9 avril 1958, qui appelait les institutions de protection sociale à répondre au problème du logement, constitua une étape fondamentale dans la transformation de l’environnement urbain, suburbain et rural portugais, avec des conséquences majeures que l’historiographie n’a pas encore pleinement abordées. Cette loi, qui permettait aux entreprises privées d’obtenir des prêts pour la construction de logements destinés à leurs employés, fut utilisée par la CUF et de nombreuses autres firmes privées dans un contexte de fourniture d’avantages sociaux aux travailleurs.



Fundação Amélia de Mello Archive

Dans le cas de la CUF, l’« Obra Social » (œuvre sociale), largement médiatisée, offrait des bénéfices concrets en matière de logement, de soins de santé et d’éducation, entre autres. L’article identifie les quartiers ouvriers construits sur les terrains industriels de Barreiro, notamment Santa Bárbara, en les distinguant de ceux édifiés ultérieurement sur les terres agricoles de Lavradio. Les premiers furent implantés sur les terrains de la Quinta do Gandum et connurent plusieurs phases de construction (1908, 1928 et 1943-1945), tandis que les seconds furent construits entre 1951 et 1956.

L’article décrit ensuite les opérations menées après l’application de la loi précitée, entre 1958 et 1967, ainsi que leurs répercussions jusqu’à la veille de la Révolution d’Avril 1974. Compte tenu de l’absence d’études systématiques tant sur les projets de logements d’entreprise au Portugal que sur l’impact global de la loi de 1958, l’article cherche à démontrer que la mise en œuvre de cette loi fut un moteur essentiel de la transformation fondamentale des programmes de logement menés par les principales entreprises employeuses du pays.

En prenant la CUF comme étude de cas, nous pouvons affirmer que les avantages accordés aux employeurs par la loi de 1958 s’accompagnaient d’un degré accru de contrôle étatique, notamment sur les plans architectural et urbanistique. Cela signifiait que les entreprises devaient — et étaient probablement disposées à — renoncer à ce contrôle, tout en réorientant leurs programmes de protection sociale vers une nouvelle classe moyenne émergente parmi leurs travailleurs.

Le paysage urbain progressivement construit sur l’ancienne Quinta do Lavradio résulte de l’évolution du processus décrit, ainsi que des discontinuités provoquées par les changements de stratégies en matière de promotion du logement. Une enquête menée auprès des travailleurs en 1963, par exemple, a fourni des informations plus détaillées. Sur un total de 7 631 travailleurs de la CUF, seuls 3 993 manifestaient un intérêt pour l’accès au logement par le biais des différents programmes proposés par l’entreprise. Le régime des « maisons à propriété conditionnelle » constituait l’option privilégiée, suivi par celui des « logements locatifs à loyers modérés ».

Cependant, en moins de dix ans, les politiques de la CUF commencèrent à encourager l’acquisition par les travailleurs des logements jusqu’alors loués, les incitant ainsi à devenir propriétaires. Il s’agissait peut-être d’une nouvelle étape dans le processus d’émancipation d’une classe moyenne en ascension. D’autres dispositifs allant dans le même sens furent également envisagés par la CUF tout au long des années 1960, notamment l’accès à des prêts, la constitution de groupes pour l’acquisition de terrains destinés à la construction d’immeubles collectifs, ou encore le soutien à des opérations d’auto-construction sur des parcelles appartenant à l’entreprise. Qu’est-ce qui a conduit à la prise en compte de ces multiples options ? En mai 1965, la Commission Permanente du Logement de la CUF synthétisa les résultats des enquêtes menées auprès des travailleurs autour de deux priorités : l’accession à la propriété et l’attribution de logements locatifs à loyers abordables. La seconde option supposait la participation du HE-FCP à la construction de nouveaux quartiers. Toutefois, les informations diffusées dans le bulletin CUF Informação Interna contredisaient l’expérience de l’entreprise à Lavradio. Les efforts se multipliaient afin de dégager la CUF des responsabilités qu’elle conservait dans ce quartier.

Le problème fut reconnu en janvier 1966, lors d’une réunion avec la Commission Interne de l’Entreprise (CIE), au cours de laquelle furent mises en évidence les difficultés liées au contrôle de la situation financière des familles, nécessaire pour répondre au « besoin permanent d’ajustement des loyers ». D’autres raisons expliquaient également l’abandon de la poursuite de cette vaste opération, la principale étant le manque d’intérêt des travailleurs, révélé par des consultations internes périodiques.

L’un des obstacles résidait dans le niveau des loyers : dans le quartier Alfredo da Silva, ceux-ci dépassaient les montants pratiqués dans d’autres ensembles réalisés par le HE-FCP à Barreiro, ainsi que dans les quatre immeubles conçus par Fernando Silva. Quant aux logements attribués à la CUF et restés vacants, ils représentaient une charge financière pour l’entreprise. À partir de 1972, la vente des logements à leurs occupants fut mise en œuvre dans l’ensemble des opérations de Lavradio, à l’exception de deux maisons individuelles conservées comme « réserve ».

Une nouvelle consultation révéla 163 réponses, un chiffre significatif compte tenu des 193 familles déjà bénéficiaires. Toutefois, les résultats montrèrent que les prix demandés par la CUF étaient supérieurs aux attentes et que les conditions de paiement rendaient les acquisitions difficiles. En retour, les résidents proposèrent des versements mensuels à la CUF sans augmentation des taux d’intérêt. Les prix variaient entre 650 000 escudos pour une maison individuelle et 150 000 escudos pour un appartement de type T2, reflétant la diversité des typologies présentes dans le parc résidentiel de la CUF.

Dans le but de maîtriser ses propres coûts liés au logement social, la CUF exerça une pression sur sa Caixa de Previdência (caisse de prévoyance) afin qu’elle acquière les logements du quartier Alfredo da Silva. Toutefois, la concentration des compétences au sein du Fundo de Fomento da Habitação (FFH), instaurée par un nouveau régime juridique introduit par le décret-loi n° 583/72 du 30 décembre 1972, rendit cette proposition irréalisable.

La décision de ne pas poursuivre de nouvelles constructions fut irréversible. L’entreprise demanda alors la restitution des terrains non bâtis composant le lot initial de 11 hectares cédé au HE-FCP, avec l’intention de leur attribuer de nouvelles fonctions — ce qui ne se produisit jamais. La disparition du HE-FCP en 1972 coïncida ainsi avec la décision de la CUF de céder son patrimoine immobilier. Cette décision constitua l’aboutissement d’un processus marqué par la délégation progressive des projets urbains et architecturaux à des agents extérieurs, à partir de 1958, dans le cadre de l’application de la loi n° 2092. En se retirant progressivement de la promotion directe du logement pour ses employés, la CUF laissa inachevés ses projets d’urbanisation.

La Paille, un matériau pour transmettre

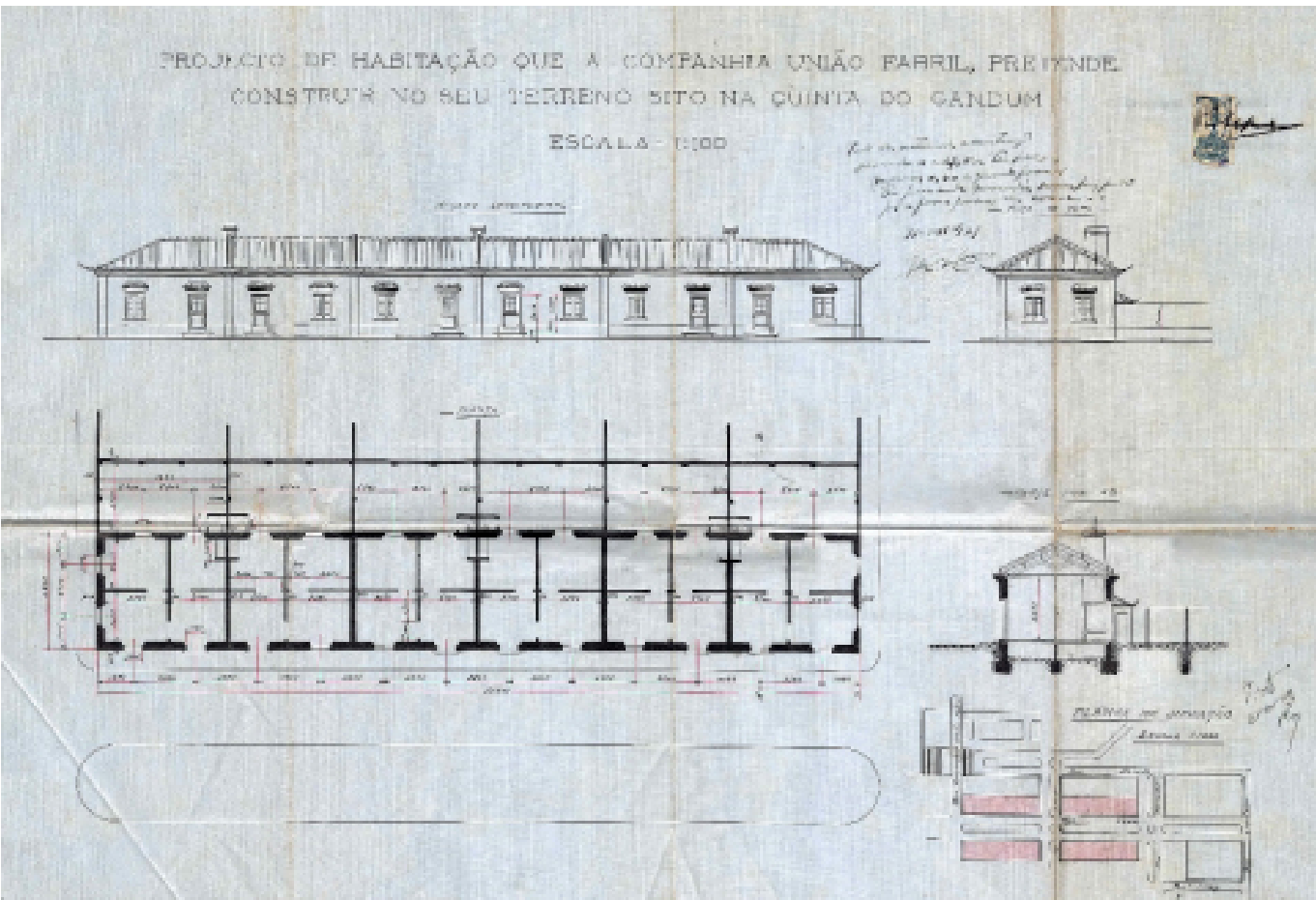
Sam Jacob

La forte industrialisation du XXe siècle a précipité le monde dans la situation de crise écologique actuelle. Tout au long du siècle passé, le secteur du bâtiment s'est développé sur le principe de l'extractivisme des ressources et avec une forme de dépendance à une énergie primaire non renouvelable : le pétrole. Les matériaux et les formes de mises en œuvre traditionnelles ont laissé place à des produits de construction transformés, pensés en dehors de tout cycle de renouvellement. Dans le même temps, ces évolutions ont conduit à un appauvrissement des traditions constructives. Quelle que soit la responsabilité du secteur du bâtiment et des architectes, le constat est le suivant : nous sommes conduits à faire face à diverses formes de dérèglement (réchauffement climatique, perte de biodiversité, etc.), auxquels s'ajoutent les risques croissants d'instabilité politique et sociale. Cette situation et ces défis interrogent les pratiques constructives actuelles et le rôle de l'architecte. Dans ce domaine, une des voies possibles est de réinventer des démarches constructives dans plusieurs domaines : sobriété des moyens technologiques mobilisés, impact faible sur le milieu vivant, valorisation des savoir-faire artisans, renouveau des sensibilités architecturales. La beauté n'étant pas à exclure dans la quête de trouver un équilibre. Le présent carnet de terrain aborde ces questions à partir de travaux conduits au sein de l'agence d'architecture Trait Vivant. Au-delà des obstacles financiers, assurantiels et réglementaires, cette agence a placé au centre de sa réflexion et de sa production le réapprentissage des savoir-faire constructifs, tout particulièrement en s'appuyant sur l'usage de deux matériaux locaux peu transformés : la paille et la terre.

Aujourd'hui, les ressources low-tech² dont disposent nos sociétés donnent de l'espoir pour le futur, en raison notamment de leurs propriétés qui, souvent, rivalisent avec celles des produits les plus high-tech. Les enduits terre en sont un exemple remarquable : matériaux pauvres, ils offrent une variété de finitions et de textures d'une richesse infinie. Leurs propriétés hygroscopiques apportent du confort, par le fait qu'ils sont à la fois étanches à l'air et perméables à la vapeur d'eau. L'étanchéité à l'air est exigée pour tous les bâtiments neufs depuis 2012, avec test d'infiltrométrie à la clé, et l'enduit terre permet ainsi d'éviter, dans les bâtiments neufs, le recours aux multiples produits d'étanchéité, adhésifs, toiles pare vapeur, mousses imprégnées et autres produits dérivés du pétrole et à la durée de vie méconnue³. Cette propriété, en plus d'apporter un meilleur confort et un air plus sain, rend superflu le recours aux systèmes high-tech comme les ventilations mécaniques contrôlées à double-flux.

L'exemple des tiges des céréales est tout aussi intéressant. Pendant la vie de la graminée, les tiges des céréales acheminent, à travers leur cellulose, l'eau et la fraîcheur du sol jusqu'aux grains. Ce mouvement se poursuit la tige coupée et enchevêtrée au sein d'une botte de paille. Grâce à ce phénomène, un transfert lent de la chaleur se produit au travers des bottes, ce que l'on nomme le « déphasage thermique », une propriété présente dans tous les isolants biosourcés et en particulier dans la botte de paille, qui demeure le plus faiblement transformé de tous les matériaux isolants. Le déphasage thermique de la botte de paille est supérieur à douze heures – ce qui permet d'éviter la surchauffe en fin de journée pendant les vagues de chaleur –, alors qu'il est quasiment absent des isolants de synthèse à résistance thermique identique, comme le polystyrène et les laines minérales. Aujourd'hui, en France, les besoins en énergie de certains bâtiments en climatisation d'été (notamment les bureaux) dépassent les besoins de chauffage d'hiver. L'augmentation constante ces dernières décennies de la fréquence et de l'intensité des canicules invite à prendre en compte le constat suivant : le matériau biosourcé est source de confort en été et en hiver, et de ce fait l'équipement d'une climatisation devient inutile dans un bâtiment en paille !

Le résultat des expériences menées a montré que ces objectifs sont plus accessibles sur le marché de la maison individuelle. La construction d'une extension de maison à Marly-le-Roi, réalisée en bottes de paille avec l'aide d'une équipe bénévole lors d'une phase participative, extraite de la mission de maîtrise d'œuvre. Cette réalisation marquait le point de départ d'une série de projets intégrant les bottes de paille sous forme de voûte. La thématique du franchissement d'espaces avec des matériaux peu élastiques trouvait une réponse par la géométrie qui, depuis, a fait ses preuves. La part de sensibilisation pour les matériaux naturels liés à ce chantier s'opérait en deux phases : tout d'abord, la volonté des maîtres d'ouvrage de mener à bien la construction avec un groupe d'invités, ce qui impliquait de nombreux échanges entre participants, clients et concepteurs. Dans une phase ultérieure, la publication du projet a attiré un lectorat curieux, intrigué par la géométrie inhabituelle due l'œuvre construite. Du point de vue économique, l'extension s'est avérée largement concurrentielle comparée à un projet à géométrie plus conventionnelle : ici, les 50 centimètres d'épaisseur de la paille des parois montrent une résistance thermique supérieure à 9,5 K m2 W-1, une valeur au-delà des exigences d'une maison passive. Une construction similaire en ossature bois aurait engendré un surcoût important.



Cette situation et ces défis interrogent les pratiques constructives actuelles et le rôle de l’architecte. Dans ce domaine, une des voies possibles est de réinventer des démarches constructives dans plusieurs domaines : sobriété des moyens technologiques mobilisés, impact faible sur le milieu vivant, valorisation des savoir-faire artisans, renouveau des sensibilités architecturales. La beauté n’étant pas à exclure dans la quête de trouver un équilibre. Aujourd’hui, les ressources low-tech2 dont disposent nos sociétés donnent de l’espoir pour le futur, en raison notamment de leurs propriétés qui, souvent, rivalisent avec celles des produits les plus high-tech. Les enduits terre en sont un exemple remarquable : matériaux pauvres, ils offrent une variété de finitions et de textures d’une richesse infinie. Leurs propriétés hygroscopiques apportent du confort, par le fait qu’ils sont à la fois étanches à l’air et perméables à la vapeur d’eau. L’étanchéité à l’air est exigée pour tous les bâtiments neufs depuis 2012, avec test d’infiltrométrie à la clé, et l’enduit terre permet ainsi d’éviter, dans les bâtiments neufs, le recours aux multiples produits d’étanchéité, adhésifs, toiles pare vapeur, mousses imprégnées et autres produits dérivés du pétrole et à la durée de vie méconnue3 . Cette propriété, en plus d’apporter un meilleur confort et un air plus sain, rend superflu le recours aux systèmes high-tech comme les ventilations mécaniques contrôlées à double-flux. L’exemple des tiges des céréales est tout aussi intéressant. Pendant la vie de la graminée, les tiges des céréales acheminent, à travers leur cellulose, l’eau et la fraîcheur du sol jusqu’aux grains. Ce mouvement se poursuit la tige coupée et enchevêtrée au sein d’une botte de paille. Grâce à ce phénomène, un transfert lent de la chaleur se produit au travers des bottes, ce que l’on nomme le « déphasage thermique », une propriété présente dans tous les isolants biosourcés et en particulier dans la botte de paille, qui demeure le plus faiblement transformé de tous les matériaux isolants. Le déphasage thermique de la botte de paille est supérieur à douze heures – ce qui permet d’éviter la surchauffe en fin de journée pendant les vagues de chaleur –, alors qu’il est quasiment absent des isolants de synthèse à résistance thermique identique, comme le polystyrène et les laines minérales. Aujourd’hui, en France, les besoins en énergie de certains bâtiments en climatisation d’été (notamment les bureaux) dépassent les besoins de chauffage d’hiver. L’augmentation constante ces dernières décennies de la fréquence et de l’intensité des canicules invite à prendre en compte le constat suivant : le matériau biosourcé est source de confort en été et en hiver, et de ce fait l’équipement d’une climatisation devient inutile dans un bâtiment en paille !

Le résultat des expériences menées a montré que ces objectifs sont plus accessibles sur le marché de la maison individuelle. La construction d’une extension de maison à Marly-le-Roi, réalisée en bottes de paille avec l’aide d’une équipe bénévole lors d’une phase participative, extraite de la mission de maîtrise d’œuvre. Cette réalisation marquait le point de départ d’une série de projets intégrant les bottes de paille sous forme de voûte. La thématique du franchissement d’espaces avec des matériaux peu élastiques trouvait une réponse par la géométrie qui, depuis, a fait ses preuves. La part de sensibilisation pour les matériaux naturels liés à ce chantier s’opérait en deux phases : tout d’abord, la volonté des maîtres d’ouvrage de mener à bien la construction avec un groupe d’invités, ce qui impliquait de nombreux échanges entre participants, clients et concepteurs. Dans une phase ultérieure, la publication du projet a attiré un lectorat curieux, intrigué par la géométrie inhabituelle due l’œuvre construite. Du point de vue économique, l’extension s’est avérée largement concurrentielle comparée à un projet à géométrie plus conventionnelle : ici, les 50 centimètres d’épaisseur de la paille des parois montrent une résistance thermique supérieure à 9,5 K m2 W-1, une valeur au-delà des exigences d’une maison passive. Une construction similaire en ossature bois aurait engendré un surcoût important.



À gauche : chambre, au niveau haut ; à droite : façade sud-ouest. Trait Vivant Architectes.

L’expérience a également montré que l’obstacle économique peut être surmonté sur la base d’une confiance mutuelle entre le mandataire et l’architecte. Certes, le choix d’un matériau non conventionnel pour un usage structurel se heurte rapidement au cadre réglementaire. Dans le cas de la paille, un emploi en tant que « paille porteuse » n’est pas, à ce jour, couvert par les Règles Pro 20124 , qui formalisent en France le domaine de la construction en bottes de paille. Ce volet réglementaire n’admet l’usage de la botte de paille que pour un emploi non porteur, visant à mettre en avance tout d’abord les qualités d’isolant thermique et de support d’enduit.

Les deux qualités d’isolant thermique et de support d’enduit font de la paille un matériau éligible pour la rénovation thermique du bâti existant. Ayant eu l’occasion de travailler sur des projets d’isolation thermique en bottes de paille par l’extérieur, nous exposerons ici deux projets qui permettent d’entrevoir un large éventail de possibilités pour le futur, tout en s’accordant sur les objectifs mentionnés ci-dessus. Le montage de ce chantier a permis d’assurer plusieurs phases en chantier participatif. À l’occasion de phases faisant appel à un savoir artisanal spécifique, des intervenants extérieurs ont animé le chantier. Celui-ci s’est déroulé durant un an et demi, alors que la maison était habitée par ses occupants. Le tableau suivant rend compte des différentes phases et de la nature des travaux, du budget lié et du profil des intervenants.



mages relatives aux phases de travaux ; diagramme profil participants. Trait Vivant Architectes.

L’étude montre que l’appel à participation – qui n’avait pas été lancé dans le milieu des écoles d’architecture – a cependant attiré 28 % de participants architectes ou étudiants en architecture. Les deux tiers des participants restants menaient un projet de formation dans ce secteur, mais le plus souvent sans trouver de formation adaptée. Les participants venant des écoles d’architecture se disaient très insatisfaits de l’enseignement qu’ils recevaient sur les matériaux biosourcés et ils déploraient l’absence totale de mise en œuvre pratique lors de leurs études. En outre, seulement 13 % des participants étaient des hommes. Les semaines les plus intenses se déroulaient quasiment uniquement entre femmes, un fait déjà constaté dans le milieu des chantiers participatifs. Acquis par le bailleur social Paris-Habitat au cours de ces dernières années, l’immeuble de la rue de Convention a été construit en 1930. La façade principale sur la rue est enduite, tandis que celle sur cour a été soigneusement réalisée en briques claires. Au sud de la parcelle, d’anciens ateliers industriels ont laissé la place à un grand parc, au bénéfice d’immeubles de logements appartenant également à Paris-Habitat. Les murs mitoyens sud, des murs arrière quasi aveugles, laisse apparaître leur appareillage rustique de moellons de pierres diverses, issues du réemploi. Porté par le bailleur de la ville, le projet devait répondre au programme de rénovation de la mairie de Paris, en

allégeant de 30 % les besoins énergétiques du bâtiment. Le recours à la performance de l’isolation thermique par l’extérieur en paille (ITE paille), revêtue d’enduits à la chaux, a permis de répondre à cet objectif en ne traitant que les deux façades arrière : les façades sur cour et sur rue ont simplement bénéficié d’un ravalement. Le processus a montré une évolution significative après la publication du dossier de consultation des entreprises : fort de l’expérience de l’isolation de la maison individuelle, exposée ci-dessus, l’équipe de Trait Vivant a cherché une solution technique permettant d’alléger les besoins en bois de l’ITE paille. Après discussion, croquis et échanges téléphoniques avec des spécialistes des systèmes d’isolation thermique par l’extérieur et de la paille structurelle, comme Luc Floissac, Coralie Garcia et Cédric Hamelin, le « système bretelles » a été imaginé : les bottes, posées à l’horizontale, sont maintenues deux à deux à l’aide de paires de bretelles, des feuilards en polyester dédiés à l’industrie d’emballage. Quatre ancrages par mètre carré garantissent une répartition continue des charges sur le mur et réduisent la contrainte dans chaque feuilard, par sécurité, à moins de 10 % de sa résistance réelle. Certes, le système bretelles a recours aux feuilards en polyester, matériau dont l’énergie grise est considérable autour de 25 000 kWh/m3 . Toutefois, ceux-ci sont utilisés dans des quantités infimes. Leur largeur est de 15 mm et leur épaisseur de 0,8 mm, pour une longueur de 9,6 m par mètre carré. L’énergie grise de ces feuilards est donc de 2,9 kWh/m². Dans ces deux systèmes, la quincaillerie (équerrres et vis, dans le premier cas, anneaux d’échafaudage, dans le second) est équivalente. Par ailleurs, le système bretelles rend superflu le recours aux caissons de rive et à leur isolant en fibre de bois, dont l’énergie grise n’est pas neutre et viendrait encore creuser l’écart entre les deux techniques.

David Chipperfield

Reflections on Architectural Practice

Selected Writing

Stanford Anderson, Eladio Dieste, Innovation in Structural Art, Hudson, Princeton Architectural Press, 2004.
Françoise Choay, L’allégorie du Patrimoine, Paris, Éditions du Seuil, 1992.
Eszter Götz, Imre Makovecz, Budapest, NKA Nemezeti Kulturális, 2016.

Manfred Hegger, Matthias Fuchs, Thomas Stark, Martin Zeumer, Construction et énergie. Architecture et développement durable, Lausanne, Presse polytechnique et universitaire romande, 2003.
André Hermant, Formes utiles, Saint-André de Roquepertuis, Éditions du Linteau, 2015.
Barbara Jones, Building with Straw Bales : A Step-by-Step Guide, Cambridge, Green Books, 2015.
Bernard Marrey, Architecte, du maître de l’œuvre au disagneur, Paris, Éditions du Linteau, 2013.

Réseau Écobatir, Enduits sur supports composés de terre crue, Paris, Le Moniteur, 2013
Réseau français de la construction en paille, Les règles professionnelles de construction en paille. Remplissage isolant et support d’enduit – Règles CP 2012 révisées, 3^e éd., Paris, Le Moniteur, 2018.

Ehrlich Volker et Michelle Mosiniak, Heiko. Un modèle constructif pour la transition. Reconsidérer l’acte de bâtir, Marsac, Éditions Imagine un Colibri, 2020.
Ehrlich Volker, « Le matériau, source d’une pensée architecturale pour l’avenir », Philotope, n° 12, Réseau PhilAU, 2016, pp. 111-127.

[Top of page](#)

Les Pédagogies de l’architecture, de la ville et du paysage au XXI^e siècle : de l’interdisciplinarité aux nouvelles professionnalités

David Chipperfield

Pour interroger les évolutions récentes des pédagogies de l’architecture, de la ville et du paysage, l’appel à contributions pour ce numéro thématique proposait de partir des transformations institutionnelles amorcées à la fin du XX^e siècle : d’une part, l’internationalisation des formations marquées par les échanges d’étudiants, la circulation d’enseignants mais aussi de contenus et d’organisations des études et, d’autre part, l’universitarisation de l’enseignement de l’architecture, au travers des réformes comme des processus de rapprochement avec les universités. En Europe, le processus de Bologne a initié, à partir de 1999, une harmonisation des cadres pédagogiques de l’enseignement supérieur qui s’est traduite en France, en 2005, dans la réforme « Licence, master, doctorat » (LMD). Les formations à l’architecture sont désormais majoritairement intégrées dans des universités, y compris en France, où les établissements les ont récemment rejointes comme « composantes » ou bien au niveau de leur école doctorale. Elles offrent un cycle doctoral et disposent de laboratoires de recherche ; les nouvelles qualifications attendues des enseignants – parmi lesquelles le doctorat – sont partagées au niveau international. En France, la reconnaissance des diplômes d’architecture par le ministère de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de l’Innovation – seconde tutelle des écoles avec le ministère de la Culture –, constitue un rapprochement supplémentaire avec le modèle universitaire. Cette évolution n’a pas supprimé l’objectif de professionnalisation, maintenu dans tous les établissements de l’architecture, de la ville et du paysage en préservant ou en renforçant l’articulation entre formation et activités professionnelles selon les pays. Dans la dernière décennie du XX^e siècle, l’ouverture du marché européen a pu susciter la crainte d’une inadaptation des compétences professionnelles des étudiants et des architectes désormais en concurrence, aussi les formations visent-elles à s’aligner sur les standards mondiaux et à s’ouvrir aux nouvelles professionnalités des métiers de l’architecture, proposant des stages diversifiés, des troisièmes cycles spécialisés, ou des licences d’exercice au niveau européen, comme par exemple l’habilitation à la maîtrise d’œuvre en son nom propre (HMONP) en France.

Comment les formations à l’architecture, à la ville et au paysage s’adaptent-elles à ces nouvelles données ? Cette question de départ nous avait amenés à interroger l’évolution des relations entre apports académiques et professionnels en matière de pédagogie, en faisant l’hypothèse que le contexte international en transformation avait suscité de nouvelles hybridations entre ces deux composantes des formations. Nous supposons ces hybridations observables à différentes échelles, de l’enseignement au cursus, voire aux réseaux inter-écoles. En nous fondant sur la définition des modèles pédagogiques comme « ensembles d’activités pédagogiques interreliées qui s’appuient sur une représentation de l’être humain, de l’apprentissage et de la société », nous souhaitions examiner non seulement les situations plurielles d’apprentissage (amphithéâtre, atelier, voyage...), mais aussi les diverses visions de l’architecture, de la ville et du paysage sous-jacentes à ces enseignements. Trois axes avaient été proposés pour étudier les pédagogies au prisme des relations entre les modèles universitaire et professionnel : les pédagogies vues à l’échelle individuelle, vues à l’échelle des écoles, et vues depuis les réseaux de réflexion inter-écoles. Nous avons reçu 16 propositions d’articles, 11 ont été expertisées, 9 sont finalement publiées dans le dossier, auxquelles s’est ajouté un entretien au sujet de l’enseignement de l’architecture en Allemagne. Aucune contribution ne porte sur l’enseignement de l’urbanisme et seuls deux articles abordent les formations au paysage. Les profils des auteurs témoignent de l’actualité du sujet de différentes manières : un tiers environ sont des doctorants rendant compte de leurs recherches pour leur thèse ; plus de la moitié sont des enseignants-chercheurs, de différentes disciplines, inscrits dans des équipes de recherche ayant pour objet l’enseignement ; enfin, certains auteurs exposent une analyse critique de leurs propres pratiques pédagogiques ou une mise en perspective de leur implication dans des réseaux. Majoritairement proposés par des enseignants, ces articles constituent des enquêtes « vues de l’intérieur » associant objectivation de l’objet de recherche et richesse des sources de première main.

Plusieurs questions non traitées semblent toutefois révélatrices de la manière d’appréhender la problématique pédagogique dans la période contemporaine. À l’échelle individuelle, la figure du pédagogue est quasiment absente des recherches ; si elle existait encore au travers des quelques autoanalyses d’enseignement proposées, la notoriété d’un enseignant ou d’une équipe pédagogique n’a pas été reconnue dans les contributions, laissant sans doute à l’histoire la pertinence de cette approche¹⁴. Lorsqu’ils constituent l’objet de recherche, les individus sont étudiés en tant que groupes anonymes : les étudiants ont fait l’objet de deux contributions interrogeant la réception des enseignements et les trajectoires d’insertion professionnelle, et les enseignants apparaissent le plus souvent en arrière-plan des enseignements, en tant que groupes anonymes également, dans plusieurs articles. Les évolutions des profils des enseignants-chercheurs et leurs effets sur les formations sont également absents, peut-être trop récents pour être examinés. L’échelle de l’enseignement (studio de projet en particulier) a été très fréquemment mobilisée, les auteurs interrogeant ses thèmes, ses modalités, ses objectifs, voire sa typologie. Les formes pédagogiques expérimentales – intensifs, workshops, apprentissages de construction à l’échelle 1/1 – ont fait l’objet de plusieurs contributions, témoignant de l’actualité de ce questionnement dans les pratiques comme dans les recherches. En revanche, l’échelle du cursus n’a pas été traitée dans son ensemble. Les identités ou spécificités locales des écoles ont peu été évoquées, à une exception près. Les nouvelles formations proposées en France et à l’étranger, telles que les doubles cursus (architecte-ingénieur, architecte-paysagiste, architecte-manager, architecte-designer et architecte-urbaniste), les chaires, les ateliers internationaux ou les troisièmes cycles de plus en plus diversifiés – des diplômes de spécialisation aux doctorats –, restent des zones d’ombre qui mériteront exploration. Alors que de récents programmes de recherche interrogeaient les histoires d’école et leurs identités, les récits fondateurs publiés récemment, en France et à l’étranger, laissent la place dans ce dossier à une approche plus distanciée, souvent comparative entre plusieurs écoles, mobilisant l’échelle nationale voire internationale au travers des réseaux thématiques. Les trois axes initialement proposés ont perdu de leur pertinence à la réception de l’ensemble des articles, mais quatre thèmes partagés sont apparus à leur lecture. Parce qu’un article peut aborder plusieurs d’entre eux, il a semblé difficile de proposer des sections aux limites strictes et préférable de présenter les communications dans une suite qui enchaîne les thèmes dégagés suivants.

Tout d’abord, au cœur de l’enseignement de l’architecture et du paysage, les disciplines mobilisées et leurs relations sont réinterrogées dans le contexte actuel ; puis est affirmé le rapport au concret dans des pédagogies fondées sur la réalité d’une matérialité construite ; est aussi souligné le développement de pratiques opérationnelles qui mobilisent des acteurs de la production dans le projet ; ce rapport au monde réel se retrouve dans l’intérêt aux professionnalités nouvelles qui se manifeste peu ou prou dans les formations, mais aussi dans les trajectoires d’étudiants. Si un entretien avec Cornelia Escher introduit ce numéro, c’est que l’enseignante à l’École des beaux-arts de Düsseldorf relativise la portée du processus de Bologne et sa visée d’uniformisation des formations européennes. Elle rapporte les quatre types d’établissements formant à l’architecture en Allemagne – les universités techniques, Technische Universität (TU), les écoles supérieures en sciences appliquées, les Fachhochschule (FH) et certains départements des écoles des beaux-arts – et analyse les différences qui en résultent. La variété des points de vue observée dans ce pays voisin se traduit par une ouverture des disciplines mobilisées dans l’architecture : elle incite à rendre visibles les engagements particuliers des enseignants eux-mêmes comme les parcours individuels construits par les étudiants. Ainsi, les Beaux-Arts de Düsseldorf ont-ils pu garder une liberté nécessaire à l’expérimentation et envisager la question écologique de façon plus artistique que technique, par rapport aux autres établissements. L’article suivant revient sur l’enseignement en France à la suite de l’instauration du cycle LMD par le processus de Bologne et de la création d’un statut d’enseignant-chercheur identique pour tous les titulaires des écoles d’architecture de l’Hexagone en 2018. Dans cette contribution issue de sa thèse en cours, dirigée par Jérôme Eneau et Jacques Audran, Rachel Metzger questionne, grâce à une enquête menée auprès d’enseignants des écoles d’architecture, les relations entre disciplines, ou plus exactement les sollicitations effectives entre enseignants du projet, ceux des disciplines pour l’architecture et ceux des disciplines pour le projet. Elle montre que le statut d’enseignant-chercheur ne semble pas avoir produit d’effets notables dans les relations interdisciplinaires autour du projet, n’effaçant pas l’héritage du système des ateliers de l’École des beaux-arts.

L’écologie induit le rapport privilégié au concret, présent dans des pédagogies, second thème central dans les deux articles suivants : l’un consacré à l’intérêt identifié pour « l’existant » et l’autre au design-build. Grâce à une analyse textométrique des programmes d’enseignement d’écoles d’architecture, Camille Bidaud et Matthieu Cisel mettent en évidence l’augmentation exponentielle de la présence des termes existant, réhabilitation et transformation. Ils soulignent que les injonctions ministérielles en ce sens ont eu moins d’impact que les rencontres entre enseignants de différentes écoles et leur constitution en réseau « Architecture, Patrimoine et Création ». Si les enseignements dédiés peinent à se mettre en place dans les écoles étudiées, faute de formation des enseignants eux-mêmes sur ces questions, parfois aussi peu enclins à traiter des sujets liés au patrimoine, ils apparaissent désormais comme essentiels du point de vue de la transition écologique.

À la suite, Coline Madelaine relate la mise en place des design-build studios et des live projects, sujets de sa thèse en cours. Revenant et se développant dans les écoles françaises, voire européennes, après un détour notamment par les États-Unis, ces pratiques pédagogiques relèvent de méthodes d’enseignement par le faire ou sur les compétences non techniques de la conception. Là aussi, la doctorante montre le rôle des échanges internationaux et des réseaux pour constituer collectivement un socle de savoirs et de réflexions pédagogiques, et assurer la diffusion des diverses expériences. Leur visée est de constituer des alternatives aux formes traditionnelles d’enseignement, mais aussi de promouvoir des engagements sociaux des architectes.

Ce sont des expériences assez proches des live projects que développent les deux articles suivants sur le troisième thème, celui des pédagogies coopératives. Leurs auteurs se livrent ici à un retour critique sur leurs propres enseignements ou ceux de collègues. Sous l’intitulé « hors les murs », les premiers – une équipe de chercheurs, Fanny Delaunay, Laurence Feveile, Hélène Hatzfeld, Rainier Hoddé, Xavier Lagurgue, Vincent Laureau – reprennent les questions suscitées par plusieurs interventions pédagogiques sur des terrains réels, qui ont ensuite été analysées dans le cadre de leur séminaire de recherche « Lieux et enjeux ». Outre le fait de « sortir », ces enseignements invitent à « faire », à s’immerger dans des territoires concrets, à rencontrer des acteurs du projet – autant de caractéristiques des pédagogies expérientielles exposées dans l’article précédent. Finalement, ils peuvent mener à questionner les enseignants eux-mêmes, voire à conduire les étudiants à s’y autogérer avec le dessein de faire évoluer la formation comme les métiers de l’architecture.

De même, Rémi Laporte revient sur le développement actuel d’enseignements de la conception architecturale ancrés dans le réel et sur sa propre expérience d’une écoconception coopérative d’un projet d’architecture. Là aussi, interventions d’associations, atténuation du rôle des enseignants, dynamique collective et responsabilisation des étudiants sont à l’œuvre pour que ces derniers acquièrent des compétences « relatives à la dimension socialisée des pratiques de l’architecture ». L’ouverture à de nouvelles professionnalités, thème présent dans les articles précédents réunis sous la bannière du réel, l’est encore davantage dans trois autres contributions. La première est consacrée aux résidences en milieu rural d’étudiants – à des niveaux divers de différentes formations – qui, grâce à des pédagogies coopératives, visent leur socialisation aux pratiques professionnelles participatives. À partir d’enquêtes menées auprès des enseignés, Isabelle Genyk et Élise Macaire analysent les effets des expériences « hors les murs » – qu’elles ont encadrées –, notamment sur les futures pratiques et trajectoires des étudiants de ces résidences. Les trois quarts de ce petit corpus n’exercent pas la maîtrise d’œuvre, critiquent des relations hiérarchiques qu’elle implique, mais choisissent des activités du côté de la médiation, professionnalités émergentes. Dans la contribution suivante, Natalia Escar Otin, Élise Geisler et Fabienne Joliet suivent l’évolution de l’enseignement du paysage dans les établissements dédiés, en lien avec l’ouverture des pratiques professionnelles sur la grande échelle territoriale, qui implique de nouvelles missions, une démultiplication des acteurs… Les formations ont dès lors bénéficié d’apports disciplinaires multiples dont l’écologie, d’une recherche théorique avec le recrutement d’enseignants-chercheurs « génération 2000 », à côté des professionnels, et de la mise en place du doctorat. Elles ont ainsi contribué à de nouvelles professionnalités autour du projet élargi de paysage. Comme les chercheures précédentes, Bettina Horsch et Pauline Ouvrard interrogent d’anciens étudiants, ici pour apprécier leur parcours post-diplôme à l’école d’architecture de Nantes. Elles s’intéressent à ceux des « bifurqueurs » et « reconvertis » qui renoncent à l’exercice canonique de l’architecture, constatant ses conditions professionnelles dégradées. Mobilisant leurs acquis de la formation initiale ou complémentaire à des degrés dépendant de leurs origines sociales, la plupart restent cependant au sein de la fabrique architecturale, urbaine et paysagère, participant à une évolution de la profession « depuis ses périphéries ». Ainsi, si les formations en écoles de paysage se sont adaptées à l’évolution des pratiques professionnelles, dans les écoles d’architecture, ce sont des étudiants qui mobilisent les expérimentations pédagogiques analysées ici dans plusieurs articles, pour construire leurs parcours hors de la maîtrise d’œuvre, vers des métiers de l’architecture.

1 Pour décrire un processus proche, la notion d’« universitarisation » a été développée à propos des écoles professionnelles du domaine de la santé. Voir R. Bourdoncle, « Universitarisation », Recherche et formation, n° 54, 2007, p. 135-149. Dans le même temps, l’université s’ouvre à la professionnalisation : C. Agulhon, « Savoirs académiques versus savoirs opérationnels à l’université » dans J. Biarnes et J. Rose, Les Portefeuilles d’expériences et de compétences. Approche pluridisciplinaire, Villeneuve-d’Ascq, Presses du Septentrion, 2016.

2 R. Wittorski, Professionnalisation et développement professionnel, Paris, L’Harmattan, 2007.

3 A. Debarre, « Quel professionnalisme des écoles françaises à l’heure de l’Europe ? », dans A. Debarre, G. Morel Journal (dir.), 1989, hors-champ de l’architecture officielle : des petits mondes au grand. Transmissions, Paris, ACS/ENSAPM, 2020, p. 51-62.

4 É. Macaire, M. Nordström (dir.), « Génération HMONP. La formation à l’habilitation à exercer la maîtrise d’œuvre en nom propre comme fabrique de l’architecte. Étude qualitative et quantitative sur la mise en situation professionnelle de l’HMONP », rapport final, LET-Lavue, ministère de la Culture, CNOA, mai 2021.

5 R. Legendre, Dictionnaire actuel de l’éducation, Montréal, Guérin, 2005, p. 896.

6 G. Lambert, É Thibault (dir.), L’Atelier et l’amphithéâtre. Les écoles de l’architecture, entre théorie et pratique, Wavre, Mardaga, 2011.

7 Parmi les travaux existants, citons C. Cohen, L. Devisme (dir.), « L’Architecture et l’urbanisme. Au miroir des formations », Cahiers Ramau, n° 9, 2018 ; et N. Spiller (dir.), Educating Architects. How Tomorrow’s Practitioners Will Learn Today, Londres, Thames & Hudson, 2014.

8 Notamment : A.-M. Châtelet, A. Diener, M.-J. Dumont, D. Le Couédic (dir.), *L’Architecture en ses écoles. Une encyclopédie de l’enseignement de l’architecture au XX^e siècle*, Châteaulin, Éditions Locus Solus, 2022 ; J. Ockman (éd.), *Architecture School. Three Centuries of Educating Architects in North America*, Cambridge/Londres, The Mit Press, 2012 ; K. J. Philipp, K. Renz (dir.), *Architekturschulen. Programm-pragmatik-propaganda*, Tübingen/Berlin, Wasmuth, 2012.

9 R. Johannes (dir.), *Entwerfen Architektenausbildung in Europa von Vitruv bis mitte des 20. Jahrhunderts : Geschichte, Theorie, Praxis*, Hamburg, Junius, 2009.

10 G. Lambert, É. Marantz (dir.), *Architectures manifestes. Les écoles d’architecture en France depuis 1950*, Genève, Métispresses, 2018.

11 Cl. Cariou, T. Manola, S. Tribout (dir.), « De l’incertitude des savoirs aux nouvelles fabriques de l’expertise », *Cahiers Ramau*, n° 11, 2022.

12 A. Urlberger (dir.), *Enseigner en temps de crise : les 100 ans du Bauhaus*, École nationale supérieure d’architecture de Toulouse, 2022.

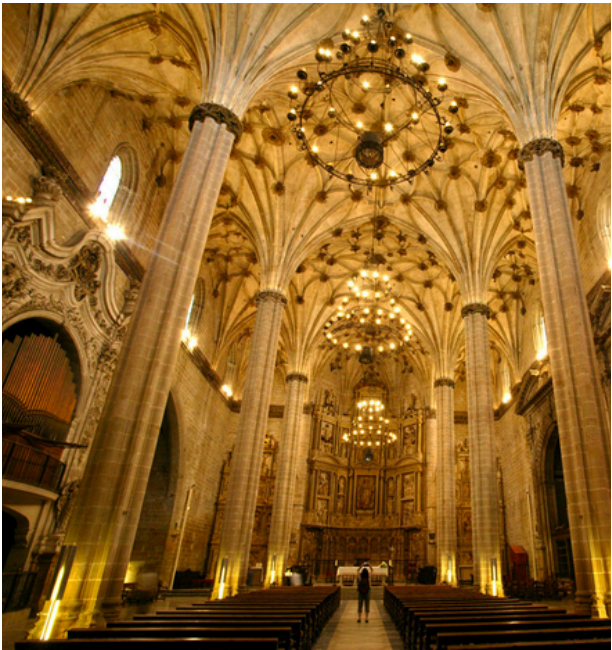
Coût de la brique et économie de la construction de brique dans l’Espagne médiévale

Dominique Perrault

La brique, matériau omniprésent en Espagne où elle avait été introduite par Rome, a été, après une période de relatif abandon, utilisée de plus en plus fréquemment entre le XII^e siècle et le XV^e siècle. Dans certaines régions, elle constituait, à la fin du Moyen Âge, l’unique matériau employé en gros œuvre; presque partout ailleurs, elle était utilisée couramment pour des éléments de structure ou pour les couvrements. Les raisons qui peuvent expliquer ce succès incontestable sont diverses, géologiques (absence de pierre à bâtir), culturelles (le «mudéjarisme»), économiques enfin, puisque il apparaît comme un lieu commun de vanter la «baratura» (petit prix, bon marché) du matériau. Il paraît aller de soi que la construction de brique est «économique». Ce postulat nous semble mériter d’être discuté et nuancé 3 et en tout cas examiné dans le cadre d’une réflexion qui permet d’évaluer le coût de la construction de brique par rapport à celle qui peut apparaître comme «moins économique» : la construction en pierre de taille. Par ailleurs, la consommation de la brique étant liée à une activité aussi complexe que l’architecture, il conviendrait, nous semble-t-il, de ne pas réduire la notion d’économie à celle de prix de revient au mètre cube. Cependant, il ne faut pas trop attendre d’analyses économiques effectuées à cette échelle pour comprendre le phénomène envisagé. En effet, nous ne pouvons pas apprécier l’importance relative du coût du matériau de la même manière pour un château du XIII^e siècle isolé sur une marche militaire comme Calatrava (Ciudad Real) ou pour la tour-lanterne d’une grande cathédrale de la fin du XV^e siècle comme la Seo de Saragosse. Par ailleurs, l’incidence du prix de la brique sur l’architecture d’un bâtiment quelconque est différente si celle-ci est utilisée pour l’ensemble de la construction ou simplement pour le couvrement. Il s’agit donc en fait d’ê valuer le coût des constructions qui emploient la brique en gros œuvre, donc en quantité suffisante pour que l’incidence du prix du matériau soit appréciable dans le coût global de l’édifice, et de raisonner à partir de données dont la mise en parallèle est acceptable.On peut examiner les fluctuations du prix de la brique à Saragosse et dans son arrière pays, seule région d’Espagne dans laquelle, aux XIV^e et XV^e siècles le matériau est utilisé systématiquement en gros œuvre

concerne le XV^e siècle durant lequel les prix oscillent entre 30 et 50 sous le millier de briques : ces fluctuations sont de l’ordre de celles qui affectent les autres prix au cours de la période4. Aussi approximative que soit cette constatation, elle permet d’affirmer que le développement que connaît la construction de brique entre 1300 et 1450 ne semble pas être lié à une baisse du coût de revient du matériau. À Séville il semble même qu’une hausse sensible affecta le prix de la tuile et de la brique au cours du XV^e siècle. En revanche, il semble qu’à la fin du XV^e et durant le premier tiers du XVI^e siècle, en Aragon du moins, les cours de la brique chutèrent de 40 % environ, c’est-àdire sensiblement plus vite et plus profondément que l’ensemble des prix des denrées non agricoles qui enregistrent une baisse de l’ordre de 20 % environ : cette baisse va de pair avec un indéniable essor de la construction de brique en Aragon au début du XVI^e siècle. La comparaison des prix entre différentes régions est plus difficile à établir, mais du tableau 2 nous pouvons déduire que, dans un ensemble relativement cohérent comme le royaume d’Aragon, le prix de la brique est sensiblement le même dans des villes où elle n’est pas le matériau le plus couramment employé (Valence) et celles où elle se trouve dans une situation de monopole (Saragosse). On enregistre néanmoins des écarts de l’ordre de 20 % entre Valence et Perpignan. On constate une oscillation sensible du prix de la brique dans le courant du XIV^e siècle : de 10 sous le mille en 1301 à 50 sous le mille en 1391, mais dans la même période l’almodi de plâtre passe de 15 à 120 deniers, la livre de clous de 2,5 à 9 deniers, ce qui manifeste une stabilité relative par rapport à un indice global des prix des matériaux de construction. La même constatation s’impose en ce qui S’il est relativement aisé de connaître le prix du millier de briques, il est plus délicat d’estimer le coût de la construction de brique, dans la mesure où celle-ci doit prendre en compte le prix du matériau, celui du liant qui lui est associé (ici le plâtre, utilisé tant pour assembler les briques que pour les enduire) et celui de la main-d’œuvre :de 2,5 m. Quelle que soit la proportion de la brique et du mortier dans une construction entièrement réalisée en brique, le prix du mètre cube de maçonnerie enduite devrait être du même ordre de grandeur que celui du mètre cube de brique non appareillée divisé par 2,5. Si nous prenons comme prix moyen du millier de briques celui de 40 sous, on peut estimer à 16 sous le prix du mètre cube de maçonnerie aux environs de 1400 à Saragosse.

Avec des prix oscillant autour de 12/15 sous le mètre cube, la pierre de taille reste compétitive par rapport à la brique si les sources d’approvisionnement ne sont pas trop éloignées, car la brique non plus n’est pas toujours produite sur place : à Calatayud par exemple, le chantier de San Pedro est alimenté par les tuileries de Terrer et de Torralba, situées à environ 10 km de l’église en construction. D’un point de vue financier, l’emploi de la brique ne s’imposait donc que si la pierre à bâtir était totalement inexistante dans un rayon de plus de dix ou vingt kilomètres du chantier, ce qui ne se vérifie guère que dans la région de Saragosse ou dans certaines parties de la Vieille Castille; partout ailleurs, notamment en Andalousie, les raisons financières semblent insuffisantes pour expliquer le choix du matériau. Dans le cas de Saragosse, l’approvisionnement en pierre aurait été permis par l’utilisation de l’Èbre pour des transports relativement longs du matériau provenant des carrières existant en amont de la ville, comme cela a été fait pour la construction du pont au XVIe siècle cela eût vraisemblablement été financièrement rentable si l’analyse que nous proposons maintenant du coût global de deux grands chantiers est pertinente. Saragosse et en pierre à Barbastro, et aux grandes clés pendantes de bois doré. À Barbastro s’y ajoutait un bandeau épigraphique qui ceinturerait intégralement l’espace intérieur, à Saragosse les écus de Hernando accompagnés de griffons ou d’anges. Dans les deux cas, un enduit imitant un appareil de pierre de taille parfait donnait la tonalité dominante de cette architecture : un blanc éclatant que relevait l’or des retables et des fleurons sculptés aux clefs de voûte. Il nous semble donc que, malgré les quinze ou vingt années qui séparent les dates d’achèvement des deux édifices, la comparaison est tout à fait possible.



Barbastro, collégiale, intérieur vu vers l’est.



Saragosse, cathédrale de la Seo del Salvador; détail : supports et voûtement de brique enduite.

Quelle somme avait été dépensée pour la construction des murs en pierre de taille? On sait que le 16 décembre 1521, Juan de Burdeos, tailleur de pierres, recevait 900 sous pour la taille de 4 000 pierres livrées à pied d’œuvre. Compte tenu de la date de la commande, et de ce que nous savons du déroulement du chantier, les pierres étaient destinées à la construction des murs; l’examen des parements de la cathédrale permet d’estimer à six le nombre de pierres nécessaires à la mise en place d’un mètre carré de parement; on peut par ailleurs évaluer à 3 000 m2 la surface de parements intérieurs et extérieurs des murs de la Seo de Barbastro. Une partie avait été réalisée avec les pierres remployées de l’ancienne église; la commande passée à Juan de Burdeos permettait le montage d’environ 650 m2 d’appareil de revêtement. C’est donc à une somme de l’ordre de 4 500 sous que peut être estimé le coût de la pierre de taille nécessaire à la construction des murs; parallèlement, on peut estimer à 4 ou 5 sous le prix du mètre cube de pierre de taille. Selon les estimations que nous venons d’exposer, le prix de la pierre de taille nécessitée par la construction des murs représenterait à Barbastro environ 2 % du coût total de l’œuvre. On a beaucoup plus de difficultés à évaluer le prix de revient des pierres destinées au voûtement, dont la taille était plus délicate; compte tenu de la surface à voûter, qui pouvait représenter entre la moitié et les deux tiers de la surface murale, considérer que le prix de la pierre employée dans le voûtement doublait les dépenses de ce chapitre est de l’ordre du vraisemblable. Il nous semble donc que l’on peut supposer que le pourcentage du coût global représenté par le matériau était au plus de l’ordre de 5 %.

Les comptes de la Seo de Saragosse pour l’année 1496 (tableau 3), les plus complets que nous avons pu consulter, permettent d’estimer que dans le cas d’une construction de brique, qui peut être évaluée à environ 13 sous le mètre cube, le pourcentage représenté par l’achat des briques est de l’ordre de 6,056 % auquel il faut ajouter celui du plâtre, 5,096 %, pour obtenir le pourcentage représenté par la maçonnerie, ce qui monte à 11 % le pourcentage du coût des matériaux dans le prix de revient global d’une campagne annuelle. Il convient cependant de nuancer cette évaluation en prenant en compte le fait que, dans le cas du chantier de la Seo de Saragosse, nous sommes en présence, lors de la campagne de 1496, de travaux de gros-œuvre uniquement. Si les «finitions» naturellement coûteuses avaient été engagées cette année-là, le pourcentage du prix du matériau de gros-œuvre par rapport au prix global eût été sensiblement moindre : songeons que, pour la collégiale de Barbastro, la dépense engagée pour les seuls fleurons de bois doré des clefs de voûte représente 14 % de la somme totale. Quel que soit le degré d’approximation de ces évaluations, il semble que le matériau de gros-œuvre revient plus cher dans une construction de brique que dans une construction de pierre : il peut varier de 8 à 11 % du coût global à Saragosse et de 2 à 5 % à Barbastro. Dans le cas où nous nous trouvons, sur un chantier pour lequel l’approvisionnement en pierre est particulièrement aisé comme Barbastro, les écarts entre le coût de la construction de pierre et celui de la construction de brique peuvent être encore plus considérables : Prix de la brique à Barbastro Compte tenu du prix des briques payées en 1540 pour le clocher (45 sous pour 1 450 briques), le prix du mètre cube de maçonnerie de brique peut être estimé à Barbastro à 12 sous 6 deniers environ, soit de deux à trois fois celui du mètre cube de pierre de taille. Prix de la pierre à Saragosse Le prix du mètre cube de maçonnerie de pierre de taille à Saragosse ne peut guère être évalué qu’à l’occasion de travaux annexes qui ne sauraient être assimilés à des campagnes de construction.

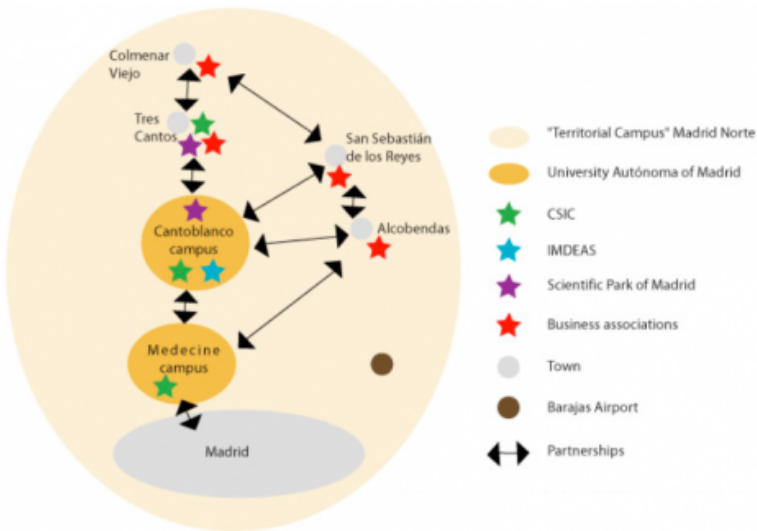
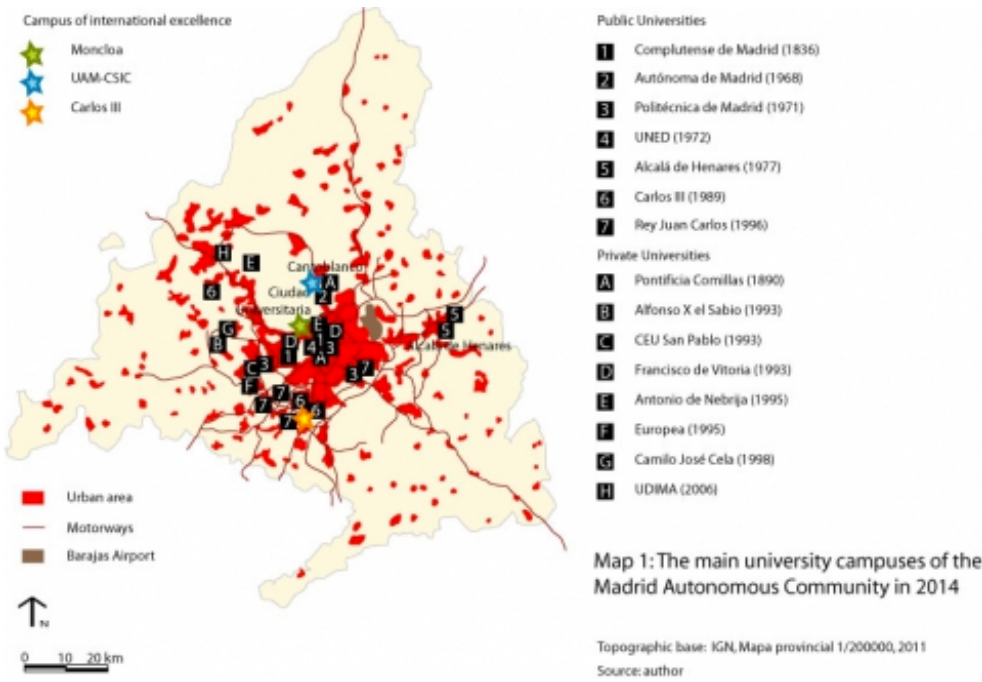
Sur cet aspect, très polémique, de la question, cf. P. Araguas, Architecture de brique et architecture mudéjar, dans MCV, 23, 1987, p. 173-200. 2 Il nous paraît inutile de relever les multiples affirmations susceptibles d’illustrer cette remarque qui est à mettre en parallèle avec la réitération constante d’un autre topique : celui de la «baratura de la mano de obra mudéjar», que Gonzalo Borrás s’est efforcé de dénoncer de ma nière très nuancée (G. Borrás Gualís, El arte mudéjar, Teruel, 1990, chapitre V). 3 Le topique de la «baratura» (prix bas, «bon marché») de la construction de brique est accepté comme une évidence, même par ceux qui, comme G. Borrás, n’acceptent pas que les facteurs économiques soient déterminants dans le choix des matériaux «mudéjars» : cf. ibid., p. 100- 109. 4 Pour ces considérations économiques, on se référera à E. J. Hamilton, Money, prices and wages in Valencia and Navarra, 1351-1500, Cambridge (MA), 1936. 5 I. Montes Romero-Camacho, Precios y salarios de laconstrucción en la Sevilla del siglo XV, dans La construction dans la péninsule ibérique (XIe -XVIe siècle), (Cahiers de la Méditerranée, 31, 1985), p. 97; il est intéressant de noter qu’à la même époque les salaires nominaux baissent. 6 J. A. Brutails, Étude archéologique sur le Castillet Notre-Dame de Perpignan, dans Bulletin de la société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales, 27, 1886, p. 101-172. 7 Pour tenter de résoudre les problèmes posés par les conversions en système décimal des unités de mesures anciennes, on a utilisé le petit ouvrage de P. Lara Izquierdo, Sistema aragonés de pesos y medidas. La metrología histórica aragonesa y sus relaciones con la castellana, Saragosse, 1984 (Colessión básica aragonesa, 45).

Lorsque les projets d’enseignement supérieur de Madrid vendent du rêve : mise en scène métropolitaine ou réalité ?

Momoyo Kaijima

Comment l’image d’une métropole se construit-elle ? Les stratégies de marketing urbain reposent sur un processus de construction identitaire, créant des images et des récits plus ou moins proches de la réalité. L’organisation de grands événements sportifs et culturels ainsi que les gestes architecturaux spectaculaires relèvent d’un urbanisme fictionnel, substituant une création narrative à la création réelle d’une ville ou d’un territoire.

Celui-ci est conçu comme un puissant levier de mobilisation métropolitaine. Au cours des années 1990 et au début des années 2000, les villes espagnoles se sont engagées dans de vastes projets : la zone olympique de Barcelone, l’Exposition universelle de Séville et le musée Guggenheim de Bilbao illustrent la rivalité entre les villes espagnoles à l’ère de la « nouvelle modernité urbaine » Si Madrid a apporté d’importantes contributions aux cultures modélisatrices de l’urbanisme — parfois utopiques, à commencer par la célèbre Ciudad Lineal d’Arturo Soria — ses plans métropolitains sont restés moins célèbres que ceux d’autres villes européennes. Madrid demeure néanmoins un symbole emblématique des mutations urbaines, sa croissance ayant été particulièrement impressionnante durant la seconde moitié du XXe siècle. Malgré ces transformations, et bien que son image se soit renforcée après la période où Barcelone l’éclipsait, la position de Madrid reste incertaine et apparaît quelque peu ternie par la crise économique. Or, les régions et les villes constituent les lieux naturels où se crée le savoir et où celui-ci est le plus aisément transformé en produit commercial (Capello et al. 2013 : 2). Dans un contexte de concurrence internationale accrue entre grandes villes, les universités deviennent un enjeu métropolitain majeur. Dans l’économie de la connaissance, les universités ont acquis un rôle spécifique, devenant des espaces où le savoir est produit et cultivé. La localisation des campus et la nature des universités nous renseignent sur la manière dont Madrid se développe et devient métropole. En outre, la prolifération d’universités privées dans les banlieues aisées du nord-ouest renforce les inégalités territoriales à l’échelle métropolitaine. L’objet de recherche qui m’intéresse est le projet d’enseignement supérieur, c’est-à-dire la création de nouvelles universités ou de nouveaux campus, mais aussi la restructuration des universités existantes — un élément essentiel dans le contexte actuel marqué par d’importantes mutations à l’échelle européenne. La thèse développée dans cet essai est que les projets d’enseignement supérieur constituent un prisme pertinent pour analyser le storytelling du système métropolitain madrilène. Ce travail s’inscrit dans le contexte de la transition vers les sociétés de la connaissance et de l’émergence du capitalisme cognitif comme nouveau paradigme de l’action publique, cadre théorique pertinent pour analyser les mutations urbaines. Yann Moulier Boutang définit le capitalisme cognitif comme un système d’accumulation centré sur la connaissance et la créativité, c’est-à-dire sur des formes d’investissement immatériel . Depuis le milieu des années 1990, les notions d’innovation et de création occupent une place centrale dans les stratégies de développement urbain.



J’analyserai donc le système d’acteurs exprimant des points de vue sur les projets universitaires, en adoptant une approche fondée sur des entretiens et une analyse du contenu des discours produits. Par « points de vue », j’entends à la fois des expressions formelles (linguistiques ou iconographiques) et des discours reconstruits dans le cadre d’enquêtes. Cette analyse s’appuie sur un travail doctoral en cours en urbanisme, mobilisant des données narratives issues de trois types de matériaux : des documents publiés par les universités et les autorités locales (dont de nombreux documents officiels restés inédits), des articles de presse et une vingtaine d’entretiens individuels semi-directifs, ouverts, d’une durée d’une à trois heures, menés auprès des principaux responsables administratifs en charge de la planification, d’enseignants-chercheurs, de dirigeants universitaires et de responsables politiques locaux. Je suggérerai finalement que les représentations des projets universitaires illustrent le storytelling du système métropolitain madrilène et permettent ainsi d’interroger le modèle urbain de Madrid, aujourd’hui critiqué après avoir été encensé au début des années 2000. En effet, avec la crise financière mondiale, certains pays ont été placés sous les projecteurs médiatiques, dont l’Espagne, en raison de sa dépendance à l’économie immobilière, marquée notamment par une surproduction de logements, et d’une crise urbaine issue de l’urbanisme néolibéral. Cette crise se traduit par un développement urbain fragmenté, conjugué à l’ouverture massive de terrains à l’urbanisation et au reclassement de terres agricoles en terrains constructibles. Le modèle urbain espagnol relève en effet d’un urbanisme d’extension fondé sur l’augmentation de l’offre foncière : il produit des espaces urbains sans véritablement fabriquer des villes. L’Espagne est ainsi devenue, d’un point de vue urbain, le symbole de tous les excès, avec d’innombrables pelotazos urbanísticos, c’est-à-dire des reclassements de terrains et des transactions immobilières négociées directement entre promoteurs et responsables politiques en marge de la planification. Cet article examine la métropolisation de Madrid à travers le prisme du storytelling identitaire qui conduit à gouverner la ville par le récit, afin de comprendre comment la mise en scène des projets universitaires, fondée sur des pratiques urbaines renouvelées, raconte la fabrication d’une ville en temps de crise et révèle une métropole incertaine en quête d’identité. La capitale espagnole souffre d’un déficit d’influence sur la scène internationale. Après le « miracle économique » espagnol des années 2000, l’action urbaine s’inscrit désormais dans le contexte de l’éclatement de la bulle immobilière en 2008 et de la crise de l’économie spéculative du ladrillo (« l’économie de la brique »), suscitant une remise en cause du modèle urbain espagnol. Pourtant, avec ses 6,6 millions d’habitants, Madrid constitue la troisième aire métropolitaine européenne.

L’aire métropolitaine s’étend sur huit provinces et trois régions : la Communauté autonome de Madrid, mais aussi la Castille-et-León et surtout la Castille-La Manche. Malgré son influence internationale limitée, la capitale espagnole dispose de nombreux atouts métropolitains : centre politique, administratif, économique, financier, culturel et médiatique du pays, elle constitue également une porte d’entrée vers le reste du monde grâce au hub aéroportuaire de Barajas, et elle est le premier centre académique d’Espagne. Toutefois, si l’enseignement supérieur et les universités ont longtemps constitué des objets d’étude pour les géographes et les urbanistes, peu de travaux ont été produits à l’échelle régionale, notamment dans la Communauté autonome de Madrid. C’est pourquoi cet article analyse le processus de métropolisation madrilène à travers le prisme des projets universitaires.

Arias F. 2009. Megaproyectos urbanos madrileños. ¿Quién manda en Madrid?: las cuatro torres y el "señor de los anillos", in Aguilera F, Manuel Naredo JM (eds) Economía, poder y megaproyectos. Teguiase Lanzarote, Fundación César Manrique: 181-208.

Baron N. 2010. L’Espagne aujourd’hui: de la prospérité à la crise. Bruxelles, De Boeck.

Besson R. 2014. Capitalisme cognitif et modèles urbains en mutation. L’hypothèse des Systèmes Urbains Cognitifs. Territoire en mouvement. Revue de géographie et aménagement 23-24, <http://tem.revues.org/2601> (Retrieved December 1st, 2014). DOI : [10.4000/tem.2601](https://doi.org/10.4000/tem.2601)

Burns MC, Roca Cladera J, Moix Bergadà M, Ulied Seguí M. 2009. El sistema metropolitan de la macrorregión de Madrid. Urban 14: 72-79.

Capello R, Olechnicka A, Gorzelak G (eds). 2013. Universities, Cities and Regions. Loci for knowledge and innovation creation. London, New York, Routledge.

Chías Navarro P. 1986. La Ciudad Universitaria de Madrid. Génesis y realización. Madrid, Universidad Complutense.

Coudroy de Lille L, Vorms C, Vaz C (eds). 2013. L’urbanisme espagnol depuis les années 1970. La ville, la démocratie et le marché. Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Dang Vu H. 2011. L’action immobilière des universités mondialisées. Le Plan campus au regard d’expériences américaines, britanniques et belges. Champs-sur-Marne, University of Paris Est, unpublished PhD diss.

Faure A. 2012. Les métropoles à l’épreuve de leur récit politique. Paper presented at Gouverner la métropole: pouvoirs et territoires. Bilans et directions de recherche, Paris, 28-30 November.

Fernández Durán R. 2008. El tsunami urbanizador español y mundial. Ciudades para un Futuro más Sostenible 38-39, <http://habitat.aq.upm.es/boletin/n38/arfer.html> (Retrieved May 30, 2014).

Le langage moral de la durabilité : réflexions sur l’architecture durable en 2025

Bengüsu Aleyna Demirci

Dans le domaine architectural, la durabilité était longtemps perçue comme une obligation limitée à des critères techniques et à des calculs d’empreinte carbone. Le monde architectural contemporain réinterprète désormais la durabilité non plus comme une simple contrainte technique, mais comme une rhétorique morale. Cette responsabilité ne se réduit pas à des rapports techniques fondés sur des calculs d’émissions ; elle comporte également des dimensions éthiques et existentielles. Cette conception ne s’intéresse pas seulement à la manière dont un bâtiment est construit, mais aussi à la manière dont il est situé et inscrit dans le monde. À ce propos, comme l’affirme Heidegger dans Building Dwelling Thinking, le véritable problème n’est pas la pénurie de logements, mais le fait que l’homme moderne a oublié comment habiter (dwelling) la Terre. Le concept d’« habiter » offre un cadre théorique susceptible de constituer le fondement moral de l’architecture durable. L’architecture contemporaine, au cœur de la crise écologique, tente de retrouver cette capacité d’habiter à travers des responsabilités éthiques liées aux matériaux et au territoire. Heidegger soutient que l’essence de l’acte de bâtir réside dans le fait de préserver et de protéger. Dans cette perspective, le bâtiment n’est pas perçu comme un objet inerte, mais comme un médiateur établissant un équilibre entre ce qu’il nomme le « Quadriparti » : la Terre, le Ciel, les Mortels et le Divin. Dans ce contexte, les constructions à faible empreinte carbone ne représentent pas seulement une réussite technique, mais une déclaration existentielle de fidélité à la Terre. Cette approche retire au bâtiment son statut d’objet de consommation ; il ne domine pas la nature, ne la détruit pas, mais accepte sa condition d’hôte sur la Terre. La formule de Heidegger — « Nous ne pouvons bâtir que dans la mesure où nous habitons » — trouve en 2025 une résonance dans le respect de l’origine des matériaux plutôt que dans la vitesse de construction. Kenneth Frampton a établi l’une des lignes de défense les plus solides de la durabilité à travers le concept de « régionalisme critique ». Pour Frampton, l’usage de matériaux locaux ne relève ni d’une nostalgie ni d’un romantisme, mais constitue une pratique de résistance critique face à la standardisation globale. Le matériau local est nécessaire non seulement parce qu’il appartient à la nature, mais parce qu’il est politique.

La durabilité est aujourd’hui confrontée au danger de devenir un instrument global de « greenwashing », imposant les mêmes panneaux verts à toutes les géographies. Face à ce risque, l’ontologie et la valeur morale du matériau entrent en jeu. L’honnêteté tectonique ne dissimule pas la manière dont les matériaux s’assemblent ; elle la sublime. Les pratiques de conception démontable, qui portent cette honnêteté à un niveau supérieur, exposent clairement les articulations du bâtiment et manifestent un respect éthique envers son potentiel futur en tant que ressource de « mining urbain » et envers son droit à une renaissance. L’un des courants pionniers de 2025, le « Vernacular Modernism » (modernisme vernaculaire), ne rejette pas les possibilités offertes par la civilisation universelle — telles que la fabrication numérique ou l’ingénierie avancée — mais les soumet à un filtre éthique façonné par la culture locale et le climat. Dans le « régionalisme critique », Frampton insiste sur l’expérience tactile. En 2025, les surfaces vitrées lisses cèdent la place au bois, à la pierre et à la terre, dont la patine offre une présence tangible. Cette transition permet à l’individu de laisser une trace dans le cycle de vie du matériau. Ce choix n’est pas seulement visuel ; il reconstruit le lien physique et moral entre l’usager et l’espace. La transformation la plus éthique et la plus radicale de l’architecture en 2025 réside dans l’institutionnalisation du mining urbain. Alors que l’architecture traditionnelle considèrait la nature comme une réserve de matières premières, le mining urbain reconnaît le tissu existant de la ville, ses déchets et ses structures obsolètes comme des « mines ». Cette posture n’est pas un luxe, mais une déclaration de responsabilité sociale qui confère à l’architecte une obligation morale. L’attitude du « ne jamais démolir » adoptée par Lacaton & Vassal dans le projet Tour Bois-le-Prêtre à Paris constitue un geste révolutionnaire refusant de transformer le bâtiment en amas de gravats. En abandonnant le langage capitaliste de la consommation pour adopter un langage réparateur, l’architecte considère les anciennes structures non comme des ruines à éliminer, mais comme des réservoirs de matériaux capables d’insuffler une nouvelle vie à l’architecture — de l’acier au verre. Cette approche incarne concrètement le principe heideggérien de « préserver la Terre sans la blesser ».

De manière similaire, les projets du Rural Studio utilisant des matériaux de récupération rendent la technologie durable accessible et économique, faisant du droit à un habitat digne — droit fondamental de tout être vivant — une réalité non plus conditionnée par la classe sociale. Dans le projet Lucy’s House, la transformation de 72 000 moquettes usagées en mur porteur confère au matériau une nouvelle identité, non seulement physique mais aussi éthique, transformant les déchets de la société de consommation en œuvres porteuses de sens. D’un point de vue historique, le mining urbain peut être compris comme une forme contemporaine de la tradition du spolia et des pratiques de remploi. Le spolia désigne la réutilisation d’éléments architecturaux anciens dans de nouvelles constructions. Par le démontage (deconstruction), l’ancien bâtiment est décomposé, et le matériau devient porteur de mémoire culturelle. Des projets comme le ZIN à Bruxelles ou Le Magasin Électrique à Paris soulignent que l’architecte n’est plus un simple consommateur de ressources, mais un acteur soutenant l’écosystème et renforçant la mémoire culturelle. Dans le projet Le Magasin Électrique, Atelier Luma a transformé une partie du Parc des Ateliers, ancien site industriel du XIXe siècle, en privilégiant des matériaux locaux et bio-sourcés tout en conservant les éléments existants. En Occident, le langage moral de la durabilité s’inscrit dans la continuité du spolia ; en Orient, la pratique du remploi (devşirme) exprime une attitude similaire. Dans la Süleymaniye, l’une des œuvres majeures de l’architecture ottomane, l’intégration par Mimar Sinan de colonnes antiques provenant de Baalbek et d’Alexandrie ne constitue pas un simple choix économique. Il s’agit d’une forme de « mining de la mémoire » : ces colonnes véhiculent un message idéologique, une profondeur historique et une mémoire culturelle. Plus récemment, le projet du Centre Culturel Atatürk (AKM) de Tabanlıoğlu Architectes, malgré les controverses, témoigne d’un respect pour la mémoire matérielle. L’iconique façade et la célèbre sphère rouge du bâtiment original conçu en 1969 par Hayati Tabanlıoğlu ont été réinterprétées dans le nouveau projet ; la sphère, cœur symbolique de l’AKM, a été reconstruite à partir de 15 000 céramiques artisanales spéciales. Il ne s’agit pas d’une simple démolition-reconstruction, mais d’un remploi de la mémoire urbaine. Ainsi, les pratiques contemporaines de mining urbain respectent la mémoire des matériaux, à l’instar du spolia et du remploi. Dans le spolia, l’élément ancien est intégré non comme simple matière première, mais comme porteur d’aura. Dans le remploi, le matériau s’intègre conformément à la « poétique de la construction » évoquée par Frampton dans Studies in Tectonic Culture. Le mining urbain en constitue une version articulée, intégrant les technologies contemporaines dans une continuité historique.

En conclusion, la question centrale de l’architecture en 2025 n’est pas « Comment construire de manière plus spectaculaire ou plus esthétique ? », mais « Comment habiter de manière plus éthique ? ». Les réflexions de Heidegger sur la préservation, la sensibilité régionale de Frampton, la tradition antique du spolia et les pratiques ottomanes de remploi constituent les fondements historiques de ce nouveau langage architectural. Le mining urbain transforme les bâtiments d’objets statiques en banques de matériaux en mouvement constant. L’architecture contemporaine fait ainsi de la durabilité et de la réparation non plus une stratégie, mais une nécessité existentielle.



Atelier Luma, Le Magasin Electrique

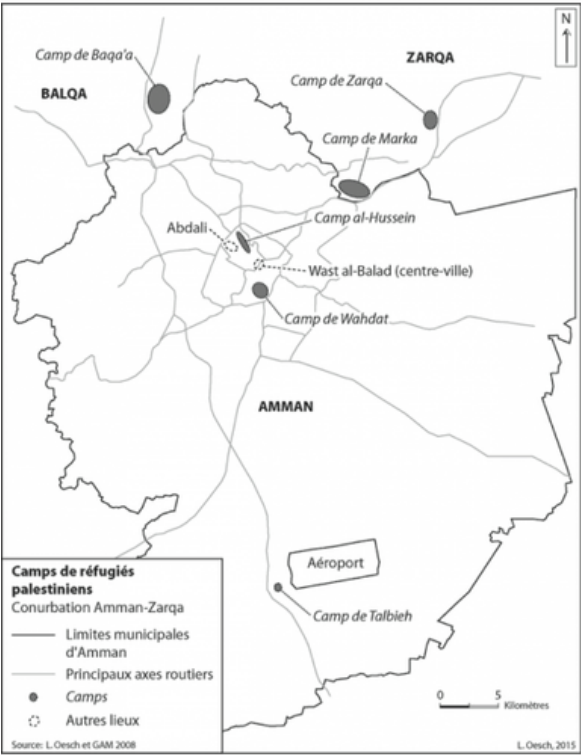
Heidegger, M. (1971). Poetry, Language, Thought (A. Hofstadter, Çev.). New York: Harper Colophon Books. (Özellikle "Building Dwelling Thinking" bölümü). Frampton, K. (1983). "Prospects for a Critical Regionalism". Perspecta, Vol. 20, pp. 147-162. Yale University Press. Frampton, K. (1995). Studies in Tectonic Culture, MIT Press. Benjamin, W. (1968). The Work of Art in the Age of Mechanical Reproduction. New York: Schocken Books. (Aura ve malzeme belleği analizi için). Derrida, J. (1997). Of Grammatology. Johns Hopkins University Press. (Mimariyi bir 'Palimpsest' olarak okuma ve Yapısöküm etiği üzerine). McDonough, W., & Braungart, M. (2002). Cradle to Cradle: Remaking the Way We Make Things. New York: North Point Press. • Lacaton, A., & Vassal, J. P. (2021). Freedom of Use. Harvard University Graduate School of Design. (Mevcut yapıyı koruma ve yıkmama etiği üzerine). Ghyyoot, M., Devlieger, L., Billiet, L., & vander Steen, A. (2018). Déconstruction et réemploi: Comment faire circuler les éléments de construction. Rotor & CFC Éditions. (Kentsel madencilik ve söküm teknikleri üzerine).ramer, J. (2020). Urban Mining: Terres Urbaines. Paris: Pavillon de l'Arsenal.• Necipoğlu, G. (2005). The Age of Sinan: Architectural Culture in the Ottoman Empire. Princeton: Princeton University Press. (Mimar Sinan'ın devşirme malzeme kullanımı ve ideolojisi üzerine). Kuban, D. (2007). Ottoman Architecture. Antique Collectors' Club. Greenhalgh, M. (2009). Marble Past, Modern Identity: The Reception of the Classical Past in Post-Renaissance Mediterranean. Brill. (Spolia geleneğinin tarihsel sürekliliği üzerine). Ministère de la Transition Écologique (2020). Réglementation Environnementale RE2020: Éco-construire pour le confort de demain. Paris. Luma Arles (2025). Atelier Luma: Bioregional Design Practices Report. Arles, France.

L'amélioration des conditions de vie dans les camps de r éfugiés palestiniens à Amman ou la dé-théâtralisation de l'urbanisme jordanien

Peter Eisenman

En 2010, alors que j'étais sur le point d'achever une série d'entretiens à Amman portant sur les transformations urbaines des camps de réfugiés palestiniens dans la capitale jordanienne, un ingénieur civil qui avait participé à des interventions dans les camps synthétisa notre discussion en mentionnant qu'il y avait certes eu des « changements » dans les camps, mais qu'ils avaient été d'ordre « humanitaire ». Il se référait principalement à l'installation d'infrastructures physiques, telles les réseaux de distribution d'eau, d'électricité et d'évacuation des eaux usagées, à la rénovation des abris ou encore à l'aménagement de certaines voies de circulation. Par cette phrase, l'ingénieur avait réconcilié dans son discours deux éléments a priori opposés qui caractérisent les récits à propos des camps : d'un côté, la dimension temporaire de l'existence de ces espaces humanitaires, et d'un autre côté, un processus d'évolution et d'intégration urbaine. En effet, malgré le fait que certains camps existent depuis plus de 60 ans, les discours officiels des institutions en charge de ces espaces, tels que relayés par leurs porte-paroles ou documents publics, soulignent avant tout leur caractère continuellement provisoire. Cette dimension est a priori contradictoire avec toute idée d'aménagement urbain, dont l'objectif est de planifier des espaces sur une certaine durée et de les inscrire dans l'avenir. Mais, au-delà de cette position officielle, les récits des camps, tels que racontés par les employés de ces mêmes institutions, faisaient également mention des interventions qui avaient été réalisées dans ces lieux, ou de la reconnaissance que désormais ces espaces faisaient partie du paysage urbain de la ville d'Amman. Les termes utilisés étaient cependant pesés — les employés ne parlaient jamais de véritable aménagement urbain— et la portée limitée des interventions était soulignée. Derrière ce qui peut apparaître comme un paradoxe, les employés reproduisaient un nouveau discours qui a pénétré les institutions en charge des camps à partir des années 1990, celui de « l'amélioration des conditions de vie ». Il s'est affirmé en parallèle au discours officiel dominant qui présente les camps comme des espaces statiques, et a mis en avant la possibilité d'une certaine forme de « développement ». Il est ainsi venu s'ajouter à l'hétérogénéité et aux faits discordants qui caractérisent les mises en concordance et les synthèses opérées dans les récits d'urbanisme des camps à Amman.

Suite à la guerre israélo-arabe de 1948, des camps ont été édifiés dans plusieurs pays du Proche-Orient afin d'accueillir la population palestinienne déplacée. En 1949, entre 70 000 et 100 000 réfugiés avaient rejoint la (Trans)Jordanie. Les déplacements se sont ensuite poursuivis, et se sont notamment intensifiés avec la guerre des Six Jours de 1967. De nouveaux camps ont dû être ouverts. Aujourd'hui, il y a en Jordanie plus de deux millions de réfugiés enregistrés auprès de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), dans un pays qui compte environ sept millions d'habitants (UNRWA 2014). Ce nombre s'explique aussi par le fait que les descendants des réfugiés en acquièrent également le statut. Les camps ont à l'origine été mis en place par la Croix-Rouge. L'UNRWA, créée à la fin de l'année 1949, s'est ensuite chargée de leur gestion en partenariat avec le gouvernement jordanien. Ensemble, ils co-gèrent aujourd'hui dix camps qui accueillent plus de 380'000 habitants, soit un total de près de 18% des réfugiés. Les camps sont répartis dans le nord du pays, et une majorité est située dans la conurbation Amman-Zarqa.



A partir de 1948, lors de son arrivée à Amman, une partie des réfugiés s'était installée dans des zones d'habitat « sauvage » dans lesquelles elle a construit des refuges auto-organisés. Les camps ont été établis par la suite dans les environs de ces regroupements afin de loger la population qui s'était réunie à ces endroits. Ils étaient situés à la marge de la capitale jordanienne. Aujourd'hui, à la suite de l'expansion de la ville, ils se fondent dans le tissu urbain. Certains d'entre eux occupent même une position quasi centrale. Loin de l'image stéréotypée que l'on peut avoir d'un camp — souvent symbolisé par un alignement de tentes— beaucoup de ces lieux ressemblent aux autres quartiers populaires de la ville. Ils ont, au fil du temps, connu un processus d'urbanisation et de développement de leurs infrastructures, particulièrement dans les années 1990 et 2000. Des maisons de plusieurs étages ont remplacé les tentes et les abris. De nouvelles routes et rues ont également été construites à l'intérieur de ces espaces ou autour de leur périmètre. Les réseaux d'infrastructures physiques, telles que l'eau et l'électricité ont été reliés aux systèmes de la ville. Pourtant, dans les discours officiels, les camps demeurent des lieux *provisoires* censés disparaître avec un règlement de la question des réfugiés dans le conflit israélo-palestinien. Ainsi, si les habitants sont propriétaires de leur maison, ils ne le sont pas du terrain sur lequel elles sont bâties. Ces terres sont toujours « temporairement » empruntées par le gouvernement à leurs propriétaires originels. De son côté, le DPA, qui est le relais du gouvernement dans les camps, s'occupe de la gestion des affaires quotidiennes. Un de ses employés explique qu'en fait, la plupart du temps, le département « n'effectue pas le travail lui-même ». Il le supervise, facilite sa réalisation et effectue la coordination entre les différents acteurs impliqués. Il accomplit ainsi une activité de médiation auprès de l'UNRWA et des différents organismes gouvernementaux qui sont amenés à intervenir au sein de ces espaces. Ce département est également en charge des infrastructures physiques et des équipements, ainsi que de leur entretien, et donc de tâches ayant des aspects plutôt « techniques ».

L'aménagement des camps est donc bien réel. Il a même mobilisé des institutions qui officiellement en sont exclues (comme la GAM), ou d'autres qui sont également intervenues à une plus large échelle dans le pays (comme la HUDC). Cet aménagement a pris une forme particulière et constitue un dispositif, au sens que lui donne Foucault, c'est-à-dire. Ainsi, selon mes interlocuteurs, l'aménagement urbain dans sa forme conventionnelle et dans son idée de planification programmée et affichée n'existait quasiment pas dans ces lieux. Pourtant, lorsqu'on s'entretenait des camps et du travail que ces professionnels y avaient réalisé, très vite une multitude d'interventions était évoquées, qualifiées parfois de développement ou d'amélioration, voire parfois même de véritable planification.



Ababsa M. 2012. La gestion des quartiers informels en Jordanie : de la réhabilitation à la seule provision de services (1980-2007), in Dorai MK, Puig N (eds) L'urbanité des marges : Migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient. Paris, Téraèdre.

Agamben G. 1997. Homo sacer I : Le pouvoir souverain et la vie nue. Paris, L'ordre philosophique.

Al-Hamarneh A. 2002. The social and political effects of transformation processes in Palestinian refugee camps in the Amman Metropolitan Area (1989-99), in Joffé G (ed.) Jordan in Transition. London, Hurst & Co.: 172-190.

Al Hussein J. 2004. La question des réfugiés palestiniens : entre droit au retour et réinstallation définitive. Les Cahiers de l'Orient 75 : 31-50.

Al Hussein J. 2011. The evolution of the Palestinian refugee camps in Jordan : Between logics of exclusion and integration, in Ababsa M, Daher R (eds) Villes, pratiques urbaines et construction nationale en Jordanie. Beyrouth, Cahiers de l'Ifpo 6: 181-204.

Daher RF. 2008. Amman: Disguised genealogy and recent urban restructuring and neoliberal threats, in Elsheshtawy Y (ed.) *The Evolving Arab City: Tradition, Modernity and Urban Development*. London, Routledge: 37-68.

de Bel-Air F. 2003. *Population, politique et politiques de population en Jordanie 1948-1998*. Paris, EHESS, unpublished Ph.D. thesis.

Debord G. 1967. *La Société du spectacle*. Paris, Buchet/Chastel.

Destremau B. 1995. Les camps de réfugiés palestiniens ou la double identité territoriale : le cas d'Amman. *Les cahiers d'URBAMA* 11: 5-56.

DPA 2008. *60 Years Serving Refugee Camps*. Amman, Department of Palestinian Affairs, The Hashemite Kingdom of Jordan.

Foucault M. 1994 [1977]. *Le jeu de Michel Foucault. Dits et écrits*. Paris, Gallimard: 298-329.

Foucault M. 2004. *Sécurité, territoire, population: cours au Collège de France, 1977-1978*. Paris, Gallimard et Seuil, Hautes études.

GAM. 2008. *The Amman Plan : Metropolitan Growth*. Summary Report. Amman, Greater Amman Municipality.

L’architecture moderne en Italie : entre rationalisme, mémoire et modernité critique

Tayfun Başyeli

L’architecture moderne en Italie occupe une position singulière dans l’histoire européenne du XXe siècle. À la différence d’autres pays où la modernité architecturale s’est imposée comme une rupture radicale avec la tradition, l’Italie a développé une modernité traversée par la mémoire, le contexte urbain et la continuité historique. De l’expérience rationaliste des années 1920-1930 aux relectures critiques de l’après-guerre, l’architecture moderne italienne se caractérise par une tension constante entre innovation formelle et héritage culturel. Le mouvement rationaliste, qui émerge dans les années 1920 autour du Gruppo 7, constitue l’un des fondements de la modernité italienne. Influencés par le Mouvement moderne européen et par les Congrès Internationaux d’Architecture Moderne (CIAM), des architectes tels que Giuseppe Terragni, Adalberto Libera ou Luigi Figini cherchent à développer une architecture fondée sur la clarté structurelle, la rationalité constructive et la simplicité volumétrique. Terragni à Côme représente l’un des manifestes les plus aboutis du rationalisme italien. Le bâtiment, conçu comme un cube rigoureusement proportionné, articule transparence, structure et ordre géométrique. Pourtant, cette modernité est indissociable du contexte politique : le rationalisme italien s’inscrit dans la période fasciste, qui instrumentalise l’architecture comme outil de représentation du pouvoir. Contrairement à l’Allemagne nazie, où prévaut un néoclassicisme monumental, le régime italien accepte une modernité contrôlée, capable d’exprimer à la fois tradition romaine et modernité technique. Ainsi, dès ses origines, l’architecture moderne italienne se situe dans un dialogue complexe entre esthétique, idéologie et héritage historique. Après 1945, l’Italie connaît une phase intense de reconstruction. L’architecture se détourne des ambitions monumentales du régime précédent pour se concentrer sur les questions sociales et urbaines. Le néoréalisme architectural, influencé par le cinéma et par une attention renouvelée aux conditions de vie populaires, marque cette période. Des architectes comme Ludovico Quaroni ou Mario Ridolfi développent des projets de logements collectifs qui cherchent à concilier rationalité constructive et dimension humaine. Le quartier Tiburtino à Rome (1949-1954), par exemple, traduit une volonté d’inscrire l’architecture moderne dans la continuité du tissu urbain et des traditions locales. Loin du fonctionnalisme abstrait, ces projets témoignent d’une modernité attentive au contexte social.

Parallèlement, des figures comme Gio Ponti incarnent une modernité plus internationale. La Tour Pirelli à Milan (1956-1960), réalisée avec Pier Luigi Nervi, devient un symbole du « miracle économique » italien. Sa silhouette élancée et sa structure innovante expriment une confiance nouvelle dans le progrès technologique et l’industrialisation. Dans les années 1960-1970, l’architecture italienne entre dans une phase de réflexion théorique intense. Le mouvement de la Tendenza, associé notamment à Aldo Rossi, propose une critique du fonctionnalisme et du modernisme international. Dans L’architettura della città (1966), Rossi affirme que la ville est un artefact historique, structuré par la mémoire collective et par des typologies durables. Pour Rossi, la modernité ne consiste pas à effacer le passé, mais à dialoguer avec lui. Le Cimetière de San Cataldo à Modène (1971) illustre cette approche : formes élémentaires, géométrie rigoureuse, mais forte dimension symbolique et métaphysique. L’architecture devient un lieu de mémoire, presque une construction poétique. Cette modernité critique distingue l’Italie du modernisme plus technocratique développé ailleurs en Europe. Elle annonce des débats contemporains sur le patrimoine, l’identité et la durabilité. L’influence de l’architecture moderne italienne se prolonge dans les pratiques contemporaines. Des architectes comme Renzo Piano, Massimiliano Fuksas ou Cino Zucchi perpétuent un dialogue entre technologie avancée et sensibilité contextuelle. Renzo Piano, par exemple, développe une architecture de la légèreté et de la précision constructive, tout en maintenant une attention particulière au site et à l’échelle humaine. Aujourd’hui, la modernité italienne peut être relue à travers les enjeux écologiques et urbains. Son attachement à la matérialité, à la tectonique et à la mémoire urbaine offre un cadre critique face à la standardisation globale. Loin d’un modernisme universel et abstrait, l’expérience italienne rappelle que l’innovation architecturale peut coexister avec une conscience historique et territoriale. L’architecture moderne en Italie ne peut être réduite à une simple adoption du Mouvement moderne. Elle constitue une trajectoire spécifique, marquée par le rationalisme, la reconstruction sociale de l’après-guerre et la réflexion théorique de la Tendenza. Entre modernité et mémoire, technologie et typologie, pouvoir et critique, l’Italie a développé une culture architecturale où la modernité n’est jamais pure rupture, mais toujours transformation dialogique du passé.



Casa del Fascio – Côme, Italya



Bosco Verticale – Milano, Italya

Bocco R, Hannover J. 1997. L’UNRWA, les Palestiniens et le processus de paix : perspectives de recherche, in Bocco R, Destremau B, Hannover J (eds) Palestine, Palestiniens : territoire national, espaces communautaires. Beyrouth, CERMOC: 103-112. Coignet G. 2008. De l’espace public aux espaces communs à Amman. De l’identité nationale à la fréquentation touristique globale. Annales de la Recherche Urbaine 105: 26-35
DOI : [10.3406/aru.2008.2760](#) Foucault M. 2004. *Sécurité, territoire, population: cours au Collège de France, 1977-1978*. Paris, Gallimard et Seuil, Hautes études.Souami T, Verdeil E (eds). 2006. Concevoir et gérer les villes : milieux d’urbanistes du sud de la Méditerranée. Paris, Economica.
UNRWA. 2004. Community Development and Refugees: Infrastructure, Environment, Housing and Social Development. Geneva, UNRWA Conference, 7-8 June.
UNRWA. 2008. Department of Infrastructure and Camp Improvement. Amman, UNRWA.
UNRWA. 2014. UNRWA in Figures, 1 July. Amman, UNRWA.
World Bank 1997. Project Appraisal Document on a Proposed Loan of US\$30 Million to the Hashemite Kingdom of Jordan for a Community Infrastructure Project, no. 16608-JO. Washington DC, The World Bank.
World Bank. 2004. Implementation Completion Report on a Loan in the Amount of US\$30 Million to the Hashemite Kingdom of Jordan for a Community Infrastructure Development Project, no. 30994-JO. Washington DC, The World Bank.
[Top of page](#)

Les universités londoniennes et le processus de l’architecture moderne : entre héritage impérial et Innovation contemporaine

Cüneyt Özden

Londres constitue un laboratoire exceptionnel pour observer l’évolution de l’architecture moderne à travers ses institutions universitaires. Capitale impériale devenue métropole globale, la ville concentre des universités dont les campus reflètent les mutations sociales, techniques et idéologiques des XIXe, XXe et XXIe siècles. De l’expansion victorienne à l’architecture brutaliste d’après-guerre, puis aux stratégies contemporaines de régénération urbaine, les universités londoniennes offrent une lecture privilégiée du processus de modernisation architecturale. Contrairement aux campus nord-américains conçus ex nihilo, les universités londoniennes se sont développées dans un tissu urbain dense et stratifié. University College London (UCL), fondée en 1826, ou King’s College London, établi en 1829, s’inscrivent dans une tradition néoclassique qui exprimait les valeurs de rationalité, d’ordre et de savoir des Lumières. Le Wilkins Building de UCL, avec son portique monumental, témoigne de cette ambition symbolique. Cependant, au tournant du XXe siècle, la pression démographique, l’industrialisation et les réformes éducatives conduisent à repenser les espaces universitaires. L’architecture commence alors à traduire une nouvelle conception du savoir : plus fonctionnelle, plus scientifique, plus ouverte aux transformations techniques. La Seconde Guerre mondiale marque un tournant décisif. Les bombardements détruisent une partie du tissu urbain londonien, ouvrant la voie à des projets de reconstruction modernistes. Les universités participent pleinement à ce mouvement. Le développement de nouveaux bâtiments pour la recherche scientifique, les bibliothèques et les résidences étudiantes traduit la montée en puissance de l’État-providence et de la démocratisation de l’enseignement supérieur. Le Brunswick Centre (Patrick Hodgkinson, 1967-1972), bien que mixte dans son programme, illustre l’esprit brutaliste qui marque également certaines extensions universitaires. De même, les bâtiments de la London School of Economics (LSE) ou de la School of Oriental and African Studies (SOAS) adoptent des formes épurées, un usage affirmé du béton et une expression structurelle directe. Le brutalisme britannique, loin d’être uniquement esthétique, incarnait une vision éthique : rendre visible la structure, affirmer la matérialité, proposer des espaces collectifs favorisant l’égalité sociale. L’université devenait un outil de transformation démocratique.

À partir des années 1980, dans un contexte de mondialisation et de concurrence internationale accrue entre universités, l’architecture devient également un instrument d’image et de rayonnement. Londres, en tant que capitale financière et culturelle, voit ses universités investir dans des bâtiments emblématiques conçus par des architectes de renommée internationale. La London Business School, les extensions de la LSE, ou encore les projets récents de UCL East dans le quartier de Stratford (Queen Elizabeth Olympic Park) illustrent cette stratégie. Ces nouveaux campus s’inscrivent dans des opérations de régénération urbaine, liant développement académique et requalification territoriale. L’architecture contemporaine privilégie la transparence, la flexibilité et la durabilité environnementale. Les façades vitrées symbolisent l’ouverture et l’interdisciplinarité ; les espaces intérieurs modulables reflètent les nouvelles pédagogies collaboratives. Les universités deviennent des acteurs majeurs dans la transformation des quartiers périphériques. aujourd’hui, les universités londoniennes participent activement aux stratégies de durabilité urbaine. Les nouveaux bâtiments intègrent des normes environnementales exigeantes (BREEAM), des dispositifs de réduction énergétique et des matériaux à faible impact carbone. Cette orientation s’inscrit dans une vision où l’université n’est plus seulement un lieu de transmission du savoir, mais un laboratoire vivant de solutions écologiques. Le projet UCL East, par exemple, ne constitue pas simplement une extension académique ; il participe à la reconfiguration post-olympique de l’est londonien. L’université agit comme catalyseur social et économique, contribuant à la métropolisation de Londres. Cependant, cette dynamique soulève également des critiques : la transformation des campus en vitrines internationales peut accentuer les processus de gentrification et renforcer les inégalités territoriales. L’architecture universitaire se situe ainsi au croisement de la responsabilité sociale et de la compétition globale. L’évolution architecturale des universités londoniennes reflète les grandes phases de la modernité : héritage classique, modernisme social d’après-guerre, architecture iconique de la mondialisation et engagement contemporain en faveur de la durabilité. Inscrites dans un tissu urbain dense, ces institutions n’ont jamais été isolées de la ville ; elles participent activement à sa transformation.

Ainsi, l’université londonienne apparaît comme un acteur clé du processus architectural moderne : à la fois lieu de mémoire, moteur d’innovation et instrument stratégique dans la construction de l’image métropolitaine. L’architecture universitaire à Londres ne se limite pas à une question formelle ; elle constitue un miroir des mutations politiques, économiques et culturelles qui façonnent la ville contemporaine.



Imperial College London

Banham, Reyner. Theory and Design in the First Machine Age. London: Architectural Press, 1960.
Mumford, Eric Paul. The CIAM Discourse on Urbanism, 1928–1960. Cambridge, MA: MIT Press, 2000.
Forty, Adrian. Concrete and Culture: A Material History. London: Reaktion Books, 2012.
Lynch, Kevin. The Image of the City. Cambridge, MA: MIT Press, 1960.
Sudjic, Deyan. The Edifice Complex: How the Rich and Powerful Shape the World. London: Penguin Books, 2005.
Powell, Kenneth ve G. Emmanuel. Architecture Reborn: The Thames and Hudson Encyclopaedia of 20th Century Architecture. Thames & Hudson, 1999.
Sudjic, Deyan (Ed.). London: The Biography. London: Penguin Books, 2011.
Choay, Françoise. L’Urbanisme: Utopies et Réalités. Paris: Seuil, 1965.
Rüedi, Peter. London: A Modern Architecture. Zürich: Park Books, 2013.



University of the Arts London – Camberwell College of Arts



London School of Economics (LSE)